



OFFICE DE LA PROTECTION DU
CONSOMMATEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Renseignements généraux

Document préparé par la Direction de la gestion budgétaire et financière
Août 2020

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.1	<p>LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2019-2020 :</p> <p>A. LES ENDROITS ET DATES DE DÉPART ET DE RETOUR;</p> <p>B. LA COPIE DES PROGRAMMES ET RAPPORTS DE MISSION;</p> <p>C. LES PERSONNES RENCONTRÉES;</p> <p>D. LE COÛT (AVEC UNE VENTILATION PAR POSTE : FRAIS DE DÉPLACEMENT, D'HÉBERGEMENT, DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.);</p> <p>E. LES NOMS DES MINISTRES, DÉPUTÉS, DES MEMBRES DU PERSONNEL DE CABINET, DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS (AVEC LEUR TITRE) ET DES AUTRES PARTICIPANTS (AVEC LEUR TITRE) REGROUPÉS PAR MISSION;</p> <p>F. POUR LES ORGANISMES, LES NOMS ET LES TITRES DES DIRIGEANTS ET FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ET AUTRES PARTICIPANTS;</p> <p>G. LA LISTE DES ENTENTES SIGNÉES OU ANNONCÉES, LE CAS ÉCHÉANT;</p> <ul style="list-style-type: none"> • LES DÉTAILS DE CES ENTENTES; • LES RÉSULTATS OBTENUS À CE JOUR; <p>H. LES INVESTISSEMENTS ANNONCÉS, LE CAS ÉCHÉANT, AINSI QUE LE NOMBRE D'EMPLOIS ESTIMÉ;</p> <p>I. LA DESCRIPTION DE LA NATURE DU VOYAGE INCLUANT, LE CAS ÉCHÉANT, LE NOM DU OU DES ÉVÉNEMENTS CONCERNÉS;</p> <p>J. LES POINTS DE PRESSE TENUS LORS DE CES MISSIONS ET LEURS COÛTS.</p>	1
G.2	<p>POUR CHACUN DES VOYAGES FAITS EN AVION OU EN HÉLICOPTÈRE PAR CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES, DES MEMBRES DES CABINETS MINISTÉRIELS AU QUÉBEC ET DES DIRIGEANTS D'ORGANISMES POUR 2019-2020 :</p> <p>A. LES RAISONS DU DÉPLACEMENT;</p> <p>B. L'ITINÉRAIRE ET LES DATES DU DÉPART ET/OU DU RETOUR;</p> <p>C. LES COÛTS VENTILÉS;</p> <p>D. LE CAS ÉCHÉANT, TOUT AUTRE COÛT VENTILÉ PAR POSTE : FRAIS D'HÉBERGEMENT, FRAIS DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.;</p> <p>E. POUR LES ORGANISMES, LES NOMS ET LES TITRES DES DIRIGEANTS ET DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ET AUTRES PARTICIPANTS.</p>	2
G.3	<p>LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT CELLES SUR INTERNET), EN ARTICLES PROMOTIONNELS ET EN COMMANDITES POUR CHAQUE MINISTÈRE (Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL) ET ORGANISME. FOURNIR LA LISTE DÉTAILLÉE DE CES DÉPENSES EN INDIQUANT :</p> <p>A. LA VENTILATION DES SOMMES DÉPENSÉES POUR 2019-2020, ET LES PRÉVISIONS POUR 2020-2021;</p> <p>B. LES NOMS DES FIRMES DE PUBLICITÉ RETENUES;</p> <p>C. LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS EN INDIQUANT LE COÛT ET LE MODE D'OCTROI POUR CHACUN (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ);</p> <p>D. LE NOM DES FOURNISSEURS, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHES;</p> <p>E. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;</p> <p>F. DANS LE CAS D'UNE COMMANDITE, LA RAISON ET LE NOM DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE;</p> <p>G. LE COÛT TOTAL ET VENTILÉ POUR LES COMMUNIQUÉS DE PRESSE.</p>	3
G.4	<p>LISTE DES DÉPENSES DE PUBLICITÉ EFFECTUÉES SPÉCIFIQUEMENT SUR INTERNET (FACEBOOK, AMAZON, ETC.) EN INDIQUANT :</p> <p>A. LA VENTILATION DES SOMMES DÉPENSÉES POUR 2019-2020, ET LES PRÉVISIONS POUR 2020-2021;</p> <p>B. LES NOMS DES FIRMES DE PUBLICITÉ RETENUES;</p> <p>C. LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS EN INDIQUANT LE COÛT ET LE MODE D'OCTROI POUR CHACUN (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ);</p> <p>D. LE NOM DES FOURNISSEURS, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHES;</p> <p>E. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE.</p> <p>LORSQUE LE CONTRAT EST CONCLU PAR L'INTERMÉDIAIRE D'UNE FIRME DE PUBLICITÉ, DÉTAILLÉ LES PUBLICITÉS EFFECTUÉES SUR INTERNET.</p>	4

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS	PAGES
<p>G.5 LISTE DES DÉPENSES POUR L'ORGANISATION ET LA TENUE DE CONFÉRENCES DE PRESSE, D'ÉVÉNEMENTS MÉDIATIQUES OU AUTRES ÉVÉNEMENTS (SOMMETS, CONGRÈS, CONFÉRENCES, ETC.) SÉPARÉMENT :</p> <p><u>PAR LE CABINET MINISTÉRIEL :</u></p> <p>A. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2019-2020 ET LES PRÉVISIONS POUR 2020-2021, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;</p> <p>B. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;</p> <p>C. LE NOMBRE TOTAL ET LA LISTE D'ÉVÉNEMENTS, VENTILÉ PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT.</p> <p><u>PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME :</u></p> <p>D. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2019-2020 ET LES PRÉVISIONS POUR 2020-2021, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;</p> <p>E. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;</p> <p>F. LE NOMBRE TOTAL ET LA LISTE D'ÉVÉNEMENTS, VENTILÉ PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT.</p> <p><u>PAR UN PROFESSIONNEL OU PAR UNE FIRME EXTERNE :</u></p> <p>G. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2019-2020 ET LES PRÉVISIONS POUR 2020-2021, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;</p> <p>H. LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME DE PUBLICITÉ;</p> <p>I. LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS EN INDIQUANT LE COÛT ET LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ);</p> <p>J. LA LISTE ET LES NOMS DES FOURNISSEURS ET CONSULTANTS, S'IL Y A LIEU, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHIES, DES VIDÉOS, ETC.;</p> <p>K. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;</p> <p>L. LE NOMBRE TOTAL ET LISTE D'ÉVÉNEMENTS VENTILÉ PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT.</p>	5
<p>G.6 LA LISTE DES DÉPENSES EN FORMATION DE COMMUNICATION :</p> <p><u>ORGANISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME :</u></p> <p>A. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2019-2020 ET LES PRÉVISIONS POUR 2020-2021, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;</p> <p>B. LE BUT RECHERCHÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;</p> <p>C. LE NOMBRE TOTAL ET LA LISTE DES FORMATIONS VENTILÉE PAR CATÉGORIE;</p> <p><u>ORGANISÉE PAR UN PROFESSIONNEL OU UNE FIRME EXTERNE :</u></p> <p>D. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2019-2020 ET LES PRÉVISIONS POUR 2020-2021;</p> <p>E. LE NOM DE LA OU DES FIRMES DE PUBLICITÉ OU DE COMMUNICATIONS;</p> <p>F. LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ);</p> <p>G. LA LISTE ET LES NOMS DES FOURNISSEURS ET/OU DES CONSULTANTS, S'IL Y A LIEU;</p> <p>H. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;</p> <p>I. NOMBRE TOTAL ET LISTE DES FORMATIONS VENTILÉE PAR CATÉGORIE.</p>	6
<p>G.7 LA LISTE DES DÉPENSES EN FORMATION DE COMMUNICATION ORGANISÉE POUR LE PERSONNEL POLITIQUE, LES MEMBRES DU CONSEIL EXÉCUTIF OU LES DÉPUTÉ EN INDIQUANT :</p> <p>A. LES SOMMES DÉPENSÉES POUR L'EXERCICE FINANCIER 2019-2020 ET LES PRÉVISIONS POUR 2020-2021;</p> <p>B. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;</p> <p>C. LA NATURE DE LA FORMATION;</p> <p>D. LES PERSONNES OU LA FIRME QUI ONT DONNÉ LA FORMATION;</p> <p>E. LES PERSONNES QUI ONT REÇU LA FORMATION AINSI QUE LE TITRE DE LEUR FONCTION.</p>	7
<p>G.8 LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME, Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL EN 2019-2020, EN INDIQUANT :</p> <p>A. LES NOMS DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME;</p> <p>B. LES NOMS DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT, LEUR MANDAT ET LE RÉSULTAT (RAPPORT OU DOCUMENT FINAL);</p> <p>C. LE DÉTAIL DES TRAVAUX OU SERVICES EFFECTUÉS (BUT VISÉ);</p> <p>D. LA DATE D'OCTROI DU CONTRAT;</p> <p>E. LE COÛT TOTAL, Y COMPRIS LES AVENANTS ET/OU SUPPLÉMENTS;</p> <p>F. L'ÉCHÉANCIER;</p> <p>G. DANS LE CAS D'UN OCTROI PAR SOUMISSION, FOURNIR LE NOM DES SOUMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUMISSIONS.</p> <p>LORSQUE LE CONTRAT EST OCTROYÉ PAR LE CABINET, L'INDIQUER.</p>	8

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.9	<p>LISTE DÉTAILLÉE DE TOUS LES APPELS D'OFFRES PUBLICS DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, EN INDIQUANT :</p> <p>A. LA LISTE DES SOUMISSIONS ET LE MONTANT DE CHACUNE;</p> <p>B. LA GRILLE D'ÉVALUATION DES SOUMISSIONS;</p> <p>C. LA JUSTIFICATION DU CHOIX DU SOUMISSIONNAIRE RETENU ET LA JUSTIFICATION DE CE CHOIX;</p> <p>D. LE DÉLAI ENTRE LA PUBLICATION DE L'APPEL D'OFFRES ET L'OCTROI DU CONTRAT;</p> <p>E. LE CAS ÉCHÉANT, LES APPELS D'OFFRES ANNULÉS EN COURS DE ROUTE ET LA RAISON DE L'ANNULATION.</p>	11
G.10	<p>POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2019-2020 :</p> <p>A. LISTE DE TOUTES LES RESSOURCES ŒUVRANT AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME ET QUI NE SONT PAS DES EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT;</p> <p>B. LE TOTAL DES COÛTS RELIÉS À CES CONSULTANTS, VENTILÉ PAR CATÉGORIES (INCLUANT LA MASSE SALARIALE);</p> <p>C. LE SOMMAIRE DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ POUR L'EMBAUCHE DE CES CONSULTANTS;</p> <p>D. LE NOM DE CHAQUE CONSULTANT ET LA FIRME PAR LAQUELLE IL EST EMPLOYÉ;</p> <p>E. UNE DESCRIPTION DE SON MANDAT;</p> <p>F. LA DATE DE DÉBUT DE SON CONTRAT;</p> <p>G. LA DATE PRÉVUE DE FIN DE SON CONTRAT;</p> <p>H. SA RÉMUNÉRATION ANNUELLE.</p>	12
G.11	<p>POUR CHAQUE PROJET DE DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE OU DE MODERNISATION DES SYSTÈMES INFORMATIQUES INITIÉ POUR L'EXERCICE FINANCIER 2019-2020, AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE, INDIQUER :</p> <p>A. LE NOM DU PROJET;</p> <p>B. LA NATURE DU PROJET;</p> <p>C. L'ÉCHÉANCIER INITIAL (ET REVU S'IL Y A LIEU);</p> <p>D. LE MONTANT INITIALEMENT PRÉVU POUR L'ENSEMBLE DU PROJET;</p> <p>E. LES PLUS RÉCENTES ÉVALUATIONS DU COÛT DU PROJET;</p> <p>F. LES COÛTS ENGENDRÉS JUSQU'À MAINTENANT PAR LE PROJET, AU TOTAL ET VENTILÉS PAR ANNÉE FINANCIÈRE;</p> <p>G. L'ESTIMATION DES COÛTS RESTANT À DÉBOURSER POUR COMPLÉTER LA RÉALISATION DU PROJET;</p> <p>H. LES FIRMES OU OSBL ASSOCIÉS AU DÉVELOPPEMENT DU PROJET, INCLUANT TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU PROJET, LES SOMMES QUI LEUR ONT ÉTÉ VERSÉES JUSQU'À CE JOUR, LE DÉTAIL DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ EN PRÉCISANT LE MODE D'OCTROI, LE MONTANT ET LES DATES;</p> <p>I. LE POURCENTAGE DE RÉALISATION JUSQU'À CE JOUR;</p> <p>J. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS (ETC) AFFECTÉS À CE PROJET;</p> <p>K. LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES INTÉGRÉS OU ŒUVRANT AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ LA VALEUR TOTALE ET VENTILÉE DES CONTRATS OU ENTENTES ENTRE LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET LES FIRMES EXTERNES POUR CES CONSULTANTS; <p>L. INDIQUER SI L'ÉTUDE D'OPPORTUNITÉ ÉVALUANT LES POSSIBILITÉS QU'OFFRE LE LOGICIEL LIBRE A ÉTÉ RÉALISÉE, COMME L'EXIGE LA POLITIQUE CADRE SUR LA GESTION DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES DES ORGANISMES PUBLICS;</p> <p>M. NOMBRE ET LISTE DES PÉNALITÉS APPLIQUÉES À DES SOUS-TRAITANTS DANS LE DOMAINE DES TI EN 2019-2020.</p>	13

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS	PAGES
<p>G.12 POUR CHAQUE PROJET DE DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE EN INFONUAGIQUE, AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE, INDIQUER :</p> <ul style="list-style-type: none"> A. LE NOM DU PROJET; B. LA NATURE DU PROJET; C. L'ÉCHÉANCIER INITIAL (ET REVU S'IL Y A LIEU); D. LE MONTANT INITIALEMENT PRÉVU POUR L'ENSEMBLE DU PROJET; E. LES PLUS RÉCENTES ÉVALUATIONS DU COÛT DU PROJET; F. LES COÛTS ENGENDRÉS JUSQU'À MAINTENANT PAR LE PROJET, AU TOTAL ET VENTILÉS PAR ANNÉE FINANCIÈRE; G. L'ESTIMATION DES COÛTS RESTANT À DÉBOURSER POUR COMPLÉTER LA RÉALISATION DU PROJET; H. LES FIRMES OU OSBL ASSOCIÉS AU DÉVELOPPEMENT DU PROJET, INCLUANT TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU PROJET, LES SOMMES QUI LEUR ONT ÉTÉ VERSÉES JUSQU'À CE JOUR, LE DÉTAIL DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ EN PRÉCISANT LE MODE D'OCTROI, LE MONTANT ET LES DATES; I. LE POURCENTAGE DE RÉALISATION JUSQU'À CE JOUR; J. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS (ETC) AFFECTÉS À CE PROJET; K. LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES INTÉGRÉS OU ŒUVRANT AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE : <ul style="list-style-type: none"> ▪ LA VALEUR TOTALE ET VENTILÉE DES CONTRATS OU ENTENTES ENTRE LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET LES FIRMES EXTERNES POUR CES CONSULTANTS; L. INDIQUER SI L'ÉTUDE D'OPPORTUNITÉ ÉVALUANT LES POSSIBILITÉS QU'OFFRE LE LOGICIEL LIBRE A ÉTÉ RÉALISÉE, COMME L'EXIGE LA POLITIQUE CADRE SUR LA GESTION DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES DES ORGANISMES PUBLICS. 	14
<p>G.13 DE FAÇON SÉPARÉE ET DISTINCTE, POUR LE CABINET MINISTÉRIEL ET LE BUREAU DE CIRCONSCRIPTION, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT, POUR 2019-2020 (ET LA VENTILATION POUR CHAQUE MOIS), DE CHACUNE DES DÉPENSES SUIVANTES :</p> <ul style="list-style-type: none"> A. LA PHOTOCOPIE; B. LE MOBILIER DE BUREAU; C. L'AMEUBLEMENT; D. LA DÉCORATION ET L'EMBELLISSEMENT; E. LE DISTRIBUTEUR D'EAU DE SOURCE; F. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE TRANSPORT; G. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'HÉBERGEMENT; H. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE REPAS; I. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'ALCOOL ET DE FÊTES; J. L'ENSEMBLE DES DÉPENSES APPLICABLES À LA PARTICIPATION À DES CONGRÈS, DES COLLOQUES ET TOUTE SESSION DE TYPE PERFECTIONNEMENT OU RESSOURCEMENT : <ul style="list-style-type: none"> A. AU QUÉBEC; B. À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC. 	15
<p>G.14 DE FAÇON SÉPARÉE ET DISTINCTE, POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT, POUR 2019-2020, VENTILÉ PAR MOIS, DE CHAQUE DÉPENSE RELIÉE À LA TÉLÉPHONIE :</p> <ul style="list-style-type: none"> A. LE NOMBRE DE TÉLÉPHONES CELLULAIRES, (« BLACKBERRY », IPHONE OU AUTRES TYPES DE TÉLÉPHONES INTELLIGENTS) UTILISÉS, AINSI QUE LA MARQUE ET LE MODÈLE DE CHAQUE APPAREIL; B. LE NOMBRE DE TABLETTES ÉLECTRONIQUES (IPAD OU AUTRES) UTILISÉES AINSI QUE LA MARQUE ET LE MODÈLE DE CHAQUE APPAREIL; C. LES COÛTS D'ACQUISITION DES APPAREILS; D. LE COÛT D'UTILISATION DES APPAREILS; E. LE COÛT DES CONTRATS TÉLÉPHONIQUES; F. LES NOMS DES FOURNISSEURS; G. LE NOMBRE DE MINUTES UTILISÉES; H. LE COÛT DES FRAIS D'ITINÉRANCE ET LA PROPORTION DE CEUX-CI QUI ONT ÉTÉ ASSUMÉS RESPECTIVEMENT PAR LE CABINET, LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME; I. LE COÛT LIÉ AUX DÉPASSEMENTS DES FORFAITS DE DONNÉES ET LA PROPORTION DE CEUX-CI QUI ONT ÉTÉ ASSUMÉS RESPECTIVEMENT PAR LE CABINET, LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME; J. LES COÛTS DE RÉSILIATION, S'IL Y A LIEU; K. LE NOMBRE D'ORDINATEURS PORTABLES UTILISÉS AINSI QUE LA MARQUE ET LE MODÈLE DE CHAQUE APPAREIL. 	16

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS	PAGES	
<p>G.15</p>	<p>CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET LE RÉSEAU DE L'ÉDUCATION) POUR 2019-2020 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2020-2021 :</p> <p>A. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.); 35 ANS ET PLUS;</p> <p>B. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.); 35 ANS ET MOINS;</p> <p>C. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL;</p> <p>D. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI;</p> <p>E. LE NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC.); – LE COÛT MOYEN PAR EMPLOYÉ, SELON LA CLASSE DE TRAVAIL.</p> <p>F. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL;</p> <p>G. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI;</p> <p>H. LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE;</p> <p>I. LE NOMBRE DE PERSONNES ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, CONTRACTUELS, ETC.) QUI REÇOIVENT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIVENT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION, SOIT LES COMMISSIONS SCOLAIRES, LES CÉGEPS, LES ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES, LES AGENCES RÉGIONALES ET LES ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS;</p> <p>J. L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, OUVRIERS ET AGENTS DE LA PAIX, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS);</p> <p>K. L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR;</p> <p>L. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE;</p> <p>M. LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS);</p> <p>N. LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES;</p> <p>O. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES;</p> <p>P. LE NOMBRE DE DÉPARTS VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART;</p> <p>Q. LE NOMBRE DE POSTES ABOLIS VENTILÉ PAR CORPS D'EMPLOI;</p> <p>R. L'EFFECTIF AUTORISÉ PAR LE SCT EN VERTU DE LA LOI 15 SUR LE CONTRÔLE DES EFFECTIFS;</p> <p>S. LE NOMBRE DE POSTES VACANTS.</p>	<p>17</p>
<p>G.16</p>	<p>POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, PAR DIRECTION POUR L'ANNÉE 2019-2020 ET LES PRÉVISIONS POUR L'ANNÉE 2020-2021 DE :</p> <p>A. LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE, INCLUANT LE TOTAL ET LA VENTILATION DES INDEMNITÉS VERSÉES OU ESTIMÉES;</p> <p>B. LE NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES;</p> <p>C. LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE PRÉVUS POUR 2020-2021 ET LES INDEMNITÉS DE RETRAITE QUI SERONT VERSÉES;</p> <p>D. LE NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS.</p>	<p>23</p>

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.17	<p>LISTE DES BAUX POUR LES ESPACES OCCUPÉS PAR LES MINISTÈRES ET ORGANISMES EN 2019-2020 EN INDIQUANT POUR CHACUN D'EUX :</p> <p>A. L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION;</p> <p>B. LA SUPERFICIE TOTALE POUR CHAQUE LOCAL LOUÉ;</p> <p>C. LA SUPERFICIE TOTALE RÉELLEMENT OCCUPÉE;</p> <p>D. LA SUPERFICIE INOCCUPÉE;</p> <p>E. LE COÛT DE LOCATION AU MÈTRE CARRÉ;</p> <p>F. LE COÛT TOTAL DE LADITE LOCATION;</p> <p>G. LES COÛTS D'AMÉNAGEMENT, DE RÉNOVATIONS RÉALISÉS DEPUIS LE 1ER AVRIL 2011, LA NATURE DES TRAVAUX ET LE OU LES BUREAUX VISÉS;</p> <p>H. LA DURÉE DU BAIL;</p> <p>I. LE PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ;</p> <p>J. LES NOMS DES SOUS-LOCATAIRES ET LES REVENUS LIÉS À DES SOUS-LOCATIONS, LE CAS ÉCHÉANT;</p> <p>K. S'IL S'AGIT D'UN RENOUVELLEMENT DE BAIL OU D'UN BAIL CONCERNANT UNE NOUVELLE ADRESSE.</p>	24
G.18	<p>POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE ET LA HAUTE DIRECTION DES ORGANISMES PUBLICS, FOURNIR LE DÉTAIL ET LA VENTILATION DES COÛTS, POUR 2019-2020, DU DÉMÉNAGEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT, DE LA RÉNOVATION ET AUTRES TRAVAUX EFFECTUÉS DANS LES ESPACES OCCUPÉS, INCLUANT :</p> <p>A. LES DATES DES TRAVAUX;</p> <p>B. LES COÛTS;</p> <p>C. LE NOM DE LA OU DES FIRMES AYANT EFFECTUÉ LES TRAVAUX.</p>	25
G.19	<p>DE FAÇON SÉPARÉE ET DISTINCTE, POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, LES BUREAUX DE CIRCONSCRIPTION DES MINISTRES, FOURNIR LE DÉTAIL ET LA VENTILATION DES COÛTS, POUR 2019-2020, DU DÉMÉNAGEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT, DE LA RÉNOVATION ET AUTRES TRAVAUX EFFECTUÉS DANS LES ESPACES OCCUPÉS, INCLUANT :</p> <p>A. LES DATES DES TRAVAUX;</p> <p>B. LES COÛTS;</p> <p>C. LE NOM DE LA OU DES FIRMES AYANT EFFECTUÉ LES TRAVAUX.</p>	26
G.20	<p>LISTE DU PERSONNEL DE CABINET DE CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES DURANT L'ANNÉE 2019-2020, EN INDIQUANT POUR CHAQUE INDIVIDU :</p> <p>A. LA DATE DE L'ENTRÉE EN FONCTION ET LA DATE DE DÉPART, LE CAS ÉCHÉANT;</p> <p>B. LE TITRE DE LA FONCTION;</p> <p>C. L'ADRESSE DU PORT D'ATTACHE;</p> <p>D. LE TRAITEMENT ANNUEL OU, SELON LE CAS, LES HONORAIRES VERSÉS;</p> <p>E. LA PRIME DE DÉPART VERSÉE, LE CAS ÉCHÉANT;</p> <p>F. LE MONTANT TOTAL ET LA VENTILATION DES PRIMES OU BONIS REÇUS;</p> <p>G. LA LISTE DU PERSONNEL POLITIQUE, INCLUANT LE PERSONNEL DE SOUTIEN, QUI FAIT PARTIE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE QUELLE MASSE SALARIALE IL RELÈVE;</p> <p>H. LA DESCRIPTION DE TÂCHES;</p> <p>I. LE MONTANT DÉTAILLÉ DES SALAIRES, DES HONORAIRES ET DES CONTRATS DONNÉS PAR LE CABINET POUR 2019-2020;</p> <p>J. LE NOMBRE TOTAL D'EMPLOYÉS AU CABINET;</p> <p>K. LA MASSE SALARIALE TOTALE PAR CABINET POUR 2019-2020;</p> <p>L. LE NOM DES EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI PRÉVU POUR LA FONCTION OCCUPÉE;</p> <p>M. S'IL A OU NON SIGNÉ LES DIRECTIVES DU PREMIER MINISTRE INTITULÉES : DIRECTIVE SUR LA TRANSPARENCE ET L'ÉTHIQUE RELATIVEMENT À L'EXERCICE DES FONCTIONS DU PERSONNEL DES CABINETS DE MINISTRE ET DIRECTIVE CONCERNANT LES RÈGLES APPLICABLES LORS DE LA CESSATION D'EXERCICE DE CERTAINES FONCTIONS POUR L'ÉTAT.</p>	27
G.21	<p>LISTE DES SOMMES D'ARGENT VERSÉES EN 2019-2020, PAR MOIS, À MÊME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE DU MINISTRE, DU MINISTRE DÉLÉGUÉ, DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN INDIQUANT :</p> <p>A. LE NOM DE L'ORGANISME CONCERNÉ OU DE LA PERSONNE;</p> <p>B. LA CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE;</p> <p>C. LE MONTANT ATTRIBUÉ;</p> <p>D. LE DÉTAIL DU PROJET VISÉ ET LE BUT POURSUIVI PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.</p>	28

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.22	<p>LISTE DU PERSONNEL HORS STRUCTURE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE, MAIS QUI N'OCCUPE AUCUN POSTE DANS CE MINISTÈRE :</p> <p>A. LE NOM DE LA PERSONNE; B. LE POSTE OCCUPÉ; C. LE SALAIRE DE BASE ET LES BONIS, LE CAS ÉCHÉANT; D. L'ASSIGNATION INITIALE ET L'ASSIGNATION ACTUELLE; E. LA DATE DE L'ASSIGNATION HORS STRUCTURE; F. LA DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION, S'IL Y A LIEU. G. LES PRÉVISIONS POUR 2020-2021.</p>	29
G.23	<p>LISTE DU PERSONNEL EN DISPONIBILITÉ PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), EN INDIQUANT :</p> <p>A. LE POSTE INITIAL; B. LE SALAIRE; C. LE POSTE ACTUEL, S'IL Y A LIEU; D. LA DATE DE MISE EN DISPONIBILITÉ; E. LES PRÉVISIONS 2020-2021.</p>	30
G.24	<p>POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS, ÉTABLISSEMENTS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR 2019-2020, LE NOMBRE D'OCCASIONNELS MIS À PIED DONT LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME A MIS FIN À L'EMPLOI OU DONT LE CONTRAT N'A PAS ÉTÉ RENOUVELÉ, EN PRÉCISANT LA OU LES RAISONS ET EN VENTILANT :</p> <p>A. PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, PERSONNEL DE SOUTIEN, FONCTIONNAIRES, ETC.); B. PAR CATÉGORIE D'ÂGE; C. PRÉVISIONS 2020-2021.</p>	31
G.25	<p>POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, DEPUIS CINQ ANS, FOURNIR LE NOMBRE DE POSTES ABOLIS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, LEUR PORT D'ATTACHE (PAR EXEMPLE DANS UN BUREAU RÉGIONAL) AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2020-2021.</p>	32
G.26	<p>POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, LISTE DES BUREAUX RÉGIONAUX ET DE L'EFFECTIF ÉTANT RATTACHÉ, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, À CHACUN DE CES BUREAUX. PRÉSENTER L'ÉVOLUTION DEPUIS CINQ ANS, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2020-2021, PAR MISSION.</p>	33
G.27	<p>LISTE DU PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE ET AFFECTÉ À D'AUTRES ORGANISMES PUBLICS, PARAPUBLICS, PARAPUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES, EN INDIQUANT :</p> <p>A. LE NOM DE LA PERSONNE; B. LE POSTE OCCUPÉ ET LE NOM DE L'ORGANISME; C. LE SALAIRE DE BASE ET LES BONIS, LE CAS ÉCHÉANT; D. L'ASSIGNATION INITIALE; E. L'ASSIGNATION ACTUELLE; F. LA DATE DE L'ASSIGNATION HORS STRUCTURE; G. LA DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION, S'IL Y A LIEU.</p>	34
G.28	<p>LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS AUX JOURNAUX, AUX REVUES MENSUELLES, AUX PUBLICATIONS (FORMAT PAPIER OU ÉLECTRONIQUE), AUX SITES SPÉCIALISÉS DE RECHERCHE SUR INTERNET (EUREKA, ETC.) DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES PUBLICS EN 2019-2020, EN PRÉCISANT POUR CHAQUE ABONNEMENT :</p> <p>A. LE COÛT DE CHACUN; B. LE FOURNISSEUR; C. LA NATURE DU SERVICE.</p> <p>VENTILER LE MONTANT TOTAL PAR CATÉGORIES.</p>	35
G.29	<p>LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS AUX JOURNAUX, AUX REVUES MENSUELLES, AUX PUBLICATIONS (FORMAT PAPIER OU ÉLECTRONIQUE), AUX SITES SPÉCIALISÉS DE RECHERCHE SUR INTERNET (EUREKA, ETC.) DU CABINET MINISTÉRIEL EN 2019-2020, EN PRÉCISANT POUR CHAQUE ABONNEMENT :</p> <p>A. LE COÛT DE CHACUN; B. LE FOURNISSEUR; C. LA NATURE DU SERVICE.</p> <p>VENTILER LE MONTANT TOTAL PAR CATÉGORIES.</p>	36
G.30	<p>LES SOMMES DÉBOURSÉES PAR LE CABINET MINISTÉRIEL, LE MINISTÈRE OU LES ORGANISMES PUBLICS POUR L'ACHAT DE BILLETS DE SAISON, DE BILLETS DE SPECTACLES OU D'ÉVÈNEMENTS SPORTIFS ET CULTURELS, LES BILLETS D'ÉVÈNEMENTS ET DE CONFÉRENCE ORGANISÉES PAR LES CHAMBRES DE COMMERCE, POUR LA RÉSERVATION DE LOGES ET LES FRAIS PAYÉS AFIN DE DEVENIR MEMBRE D'UN CLUB PRIVÉ OU AUTRE.</p>	37

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.31	<p>POUR CHAQUE SITE INTERNET DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME PUBLIC (INCLUANT LES ÉVÉNEMENTS PONCTUELS), FOURNIR, ET CE, DEPUIS L'EXISTENCE DU SITE :</p> <p>A. LE NOM DU SITE WEB;</p> <p>B. LE NOM DE LA FIRME OU DU PROFESSIONNEL, DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE;</p> <p>C. LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE;</p> <p>D. LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR;</p> <p>E. LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE (EN SPÉCIFIANT COMBIEN DE FOIS LE SITE A ÉTÉ REFAIT ET LES RAISONS DU CHANGEMENT);</p> <p>F. LA FRÉQUENCE JOURNALIÈRE, HEBDOMADAIRE ET MENSUELLE DES VISITES VENTILÉE PAR SECTION ET/OU PAGE DU SITE (NOMBRE DE « HITS »);</p> <p>G. LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR;</p> <p>H. LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE;</p> <p>I. LES NOMS DES DOMAINES RÉSERVÉS;</p> <p>J. LES COÛTS LIÉS À LA RÉSERVATION DE NOMS DE DOMAINES.</p>	38
G.32	<p>NOMINATIONS, POUR 2019-2020, DE MANDATAIRES, D'ÉMISSAIRES, DE NÉGOCIATEURS, DE MÉDIATEURS, DE COMMISSAIRES, D'EXPERTS, D'ENQUÊTEURS ET SANS EN RESTREINDRE LA PORTÉE :</p> <p>A. LA LISTE;</p> <p>B. LE NOM DE LA PERSONNE;</p> <p>C. LES MANDATS DE CHACUNE DE CES PERSONNES;</p> <p>D. LE DÉTAIL DES CONTRATS OCTROYÉS POUR CHAQUE MANDAT;</p> <p>E. LE RÉSULTAT DU TRAVAIL EFFECTUÉ;</p> <p>F. LES ÉCHÉANCES PRÉVUES;</p> <p>G. LES SOMMES IMPLIQUÉES.</p>	39
G.33	<p>POUR 2019-2020, LES DÉPENSES EFFECTUÉES PAR MINISTÈRE POUR LES TOURNÉES, LES VISITES OU RENCONTRES MINISTÉRIELLES ET SOUS-MINISTÉRIELLES DANS LES RÉGIONS DU QUÉBEC, EN PRÉCISANT :</p> <p>A. LES RÉGIONS ET LES VILLES VISITÉES;</p> <p>B. LES PERSONNES RENCONTRÉES;</p> <p>C. POUR LES ORGANISMES, LES NOMS ET LES TITRES DES DIRIGEANTS ET DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ET AUTRES PARTICIPANTS;</p> <p>D. LES RAISONS DU DÉPLACEMENT;</p> <p>E. L'ITINÉRAIRE ET LES DATES DU DÉPART ET/OU DU RETOUR;</p> <p>F. LES COÛTS VENTILÉS;</p> <p>G. LE CAS ÉCHÉANT, TOUT AUTRE COÛT VENTILÉ PAR POSTE : FRAIS D'HÉBERGEMENT, FRAIS DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.</p>	40
G.34	<p>LA LISTE EXHAUSTIVE DE TOUS LES MANDATS ET DOSSIERS ET DE TOUTES LES ACTIVITÉS CONFIEES À CHAQUE ADJOINT PARLEMENTAIRE DES MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES POUR 2019-2020 :</p> <p>A. LE DÉTAIL DES MANDATS;</p> <p>B. LE COÛT (DÉPLACEMENTS, ETC.);</p> <p>C. LE NOMBRE DE RESSOURCES AFFECTÉES;</p> <p>D. LE NOMBRE DE RENCONTRES;</p> <p>E. LE NOMBRE D'ETC AFFECTÉ À CHAQUE MANDAT EN INDIQUANT LEUR FONCTION ET LEUR TITRE;</p> <p>F. L'OBJET;</p> <p>G. LES DATES.</p>	41
G.35	<p>LISTE DES ENTITÉS ADMINISTRATIVES CRÉÉES, FUSIONNÉES, SCINDÉES OU ABOLIES SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE EN PRÉCISANT LES COÛTS DE TRANSITION ET LES COÛTS DE FORMATION.</p>	42
G.36	<p>LA LISTE DES ENTENTES ET LEUR NATURE, SIGNÉES EN 2019-2020 ENTRE LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU D'AUTRES PROVINCES CANADIENNES, DONT LA SIGNATURE A ÉTÉ PERMISE À LA SUITE D'UNE AUTORISATION OBTENUE EN VERTU DES ARTICLES 3.11, 3.12 OU 3.12.1 DE LA LOI SUR LE MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF OU D'UNE EXCLUSION OBTENUE EN VERTU DU PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 3.13 DE CETTE MÊME LOI.</p>	43
G.37	<p>LE DÉTAIL DES CRÉDITS PÉRIMÉS ET REPORTÉS POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PAR ANNÉE BUDGÉTAIRE, ET CE, POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2019-2020 ET LES PRÉVISIONS POUR 2020-2021.</p>	44
G.38	<p>L'INVENTAIRE COMPLET DES SERVICES TARIFÉS QUE LE MINISTÈRE ET LES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX QUI RELÈVENT DU MINISTÈRE OFFRENT AUX CITOYENS ET LES TARIFS QU'ILS EXIGENT. LE COÛT UNITAIRE DE CHACUN DE CEUX-CI. LA LISTE DE TOUS LES REVENUS AUTONOMES (TARIFS, PERMIS, DROITS, REDEVANCES, ETC.) DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX QUI RELÈVENT DU MINISTÈRE POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES ET LES PROJECTIONS POUR L'ANNÉE 2020-2021.</p>	45

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.39	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, UNE COPIE DU PLAN DE RÉDUCTION DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT POUR 2019-2020 DEMANDÉ PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR ET CONFIRMÉ PAR LE GOUVERNEMENT EN JANVIER 2019 POUR 2020-2021.	46
G.40	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, LES SOMMES REÇUES EN 2019-2020, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2020-2021 ET 2020-2021, EN PROVENANCE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU D'UN AUTRE GOUVERNEMENT. INDIQUER DE FAÇON VENTILÉE POUR CHAQUE PROGRAMME, ENTENTE OU AUTRE, LES SOMMES REÇUES, LA OU LES DATES DES VERSEMENTS ET À QUELLES FINS ELLES ONT ÉTÉ CONSACRÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.	47
G.41	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2019-2020, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LE MONTANT TOTAL DES PRIMES AU RENDEMENT ET DES BONIS.	48
G.42	POUR CHAQUE CABINET MINISTÉRIEL, FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2019-2020 LE MONTANT TOTAL DES PRIMES AU RENDEMENT ET DES BONIS VERSÉS AU PERSONNEL DE CABINET.	49
G.43	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2019-2020, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) LE MONTANT TOTAL DES PRIMES DE DÉPART (ALLOCATIONS DE TRANSITION), INCLUANT LES MONTANTS VERSÉS POUR BRIS DE CONTRAT.	50
G.44	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME DONT LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC., FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2019-2020 LE MONTANT TOTAL ET LA VENTILATION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI DES AUGMENTATIONS DE SALAIRE.	51
G.45	POUR 2019-2020, LE NOMBRE DE CADRES, DE DIRIGEANTS DE LA FONCTION PUBLIQUE INCLUANT LES SOUS-MINISTRES, À QUI LES SALAIRES SONT VERSÉS SANS QU'AUCUNE FONCTION OU TÂCHE NE LEUR SOIT ASSIGNÉE. POUR CHAQUE PERSONNE : A. FOURNIR LA LISTE DES NOMS, DES FONCTIONS PRÉCÉDENTES OCCUPÉES ET LA DATE DE CESSATION DES FONCTIONS; B. FOURNIR LA LISTE DES SALAIRES VERSÉS ET PRÉCISER LE MONTANT TOTAL DÉPENSÉ PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.	52
G.46	POUR 2019-2020, LE NOMBRE DE CADRES, DE DIRIGEANTS DE LA FONCTION PUBLIQUE INCLUANT LES SOUS-MINISTRES, AYANT ÉTÉ DÉPLACÉS DE LEURS FONCTIONS À LA SUITE DES REMANIEMENTS MINISTÉRIELS. POUR CHAQUE PERSONNE : A. FOURNIR LA LISTE DES NOMS, DES FONCTIONS PRÉCÉDENTES OCCUPÉES ET LA DATE DE CESSATION DES FONCTIONS; B. FOURNIR LA LISTE DES SALAIRES VERSÉS.	53
G.47	LA LISTE EXHAUSTIVE DES PROGRAMMES MINISTÉRIELS EXISTANTS À LA FIN DE L'ANNÉE FINANCIÈRE 2020-2021 ET QUI N'ONT PAS ÉTÉ RECONDUITS INTÉGRALEMENT EN 2020-2021. POUR CHACUN DE CES PROGRAMMES EXISTANTS EN 2019-2020, DONNER LE COÛT DE RECONDUCTION INTÉGRAL ET LA DÉPENSE PRÉVUE AUX CRÉDITS 2020-2021, EN INCLUANT LES PROGRAMMES QUI ONT ÉTÉ ABOLIS ET POUR LESQUELS LA DÉPENSE SERA NULLE.	54
G.48	INDIQUER LES NOUVELLES INITIATIVES OU TOUTE MAJORATION APPORTÉE À UN PROGRAMME EXISTANT, LES MONTANTS EN CAUSE AINSI QUE LES MESURES PRISES POUR DÉGAGER LES SOMMES NÉCESSAIRES À LEUR FINANCEMENT.	55
G.49	NOMBRE D'EMPLOYÉS OU ETC AFFECTÉS AU PLAN NORD EN 2019-2020 ET PRÉVISIONS POUR 2020-2021.	56
G.50	VENTILATION DU BUDGET DU MINISTÈRE CONSACRÉ AU PLAN NORD POUR 2019-2020 ET PRÉVISIONS POUR 2020-2021.	57
G.51	NOMBRE D'EMPLOYÉS OU ETC AFFECTÉS À LA STRATÉGIE MARITIME POUR 2019-2020 ET PRÉVISIONS POUR 2020-2021.	58
G.52	VENTILATION DU BUDGET DU MINISTÈRE CONSACRÉ À LA STRATÉGIE MARITIME POUR 2019-2020 ET PRÉVISIONS POUR 2020-2021.	59
G.53	LISTE DES AIDES FINANCIÈRES ACCORDÉES EN VERTU DE PROGRAMMES FINANCÉS PAR LE FONDS VERT.	60
G.54	LISTE DES AIDES FINANCIÈRES ACCORDÉES EN VERTU DE PROGRAMMES FINANCÉS PAR LE FONDS DES RESSOURCES NATURELLES/FONDS ÉNERGIE.	61
G.55	LISTE DES AIDES FINANCIÈRES ACCORDÉES EN VERTU DE PROGRAMME FINANCÉS PAR LE FONDS DU PLAN NORD.	62
G.56	POUR CHACUNE DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, LES SOMMES ALLOUÉES À L'EXTERNE POUR TOUT TYPE DE SERVICE JURIDIQUE ET PRÉCISER LA RAISON POUR LAQUELLE LES SERVICES ONT ÉTÉ TRAITÉS À L'EXTERNE AINSI QUE LES PROFESSIONNELS QUI ONT DONNÉ CES SERVICES.	63

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.57	<p>CONCERNANT LES DÉPENSES EN INFORMATIQUE, POUR CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES (INCLUANT LES AGENCES, SOCIÉTÉS, ÉTABLISSEMENTS, INSTITUTIONS OU AUTRES) :</p> <p>A. LA DÉPENSE TOTALE (OPÉRATION ET CAPITAL);</p> <p>B. LES GRANDS DOSSIERS EN COURS;</p> <p>C. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS ATTITRÉS AUX DOSSIERS INFORMATIQUES;</p> <p>D. PRÉCISER LE NOMBRE EN ÉQUIVALENT ETC ET COMPARAISON ENTRE LE NOMBRE DE RESSOURCES INTERNES ET EXTERNES DANS LE DOMAINE DES TI;</p> <p>E. LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES ATTITRÉS AUX DOSSIERS INFORMATIQUES.</p>	64
G.58	<p>POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2019-2020, LE MONTANT TOTAL DE LA MASSE SALARIALE EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.).</p>	65
G.59	<p>POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2019-2020 LE TAUX D'ABSENTÉISME, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.).</p>	66
G.60	<p>POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, LA LISTE DE TOUS LES RAPPORTS (D'ÉVALUATION, DE VÉRIFICATION, D'ENQUÊTE OU AUTRES), ÉTUDES, AVIS, ANALYSES, ETC., PRODUITS PAR LE MINISTÈRE OU COMMANDÉS À UN ORGANISME OU UNE FIRME EXTERNE EN 2019-2020 EN INDIQUANT POUR CHACUN :</p> <p>A. LE SUJET;</p> <p>B. LA OU LES RAISONS POUR LESQUELLES IL A ÉTÉ PRODUIT OU COMMANDÉ;</p> <p>C. LES COÛTS RELIÉS À SA RÉALISATION;</p> <p>D. LE NOM DE L'ORGANISME OU DE LA FIRME EXTERNE, S'IL Y A LIEU.</p> <p>PRÉCISER, POUR CHACUN, S'IL DÉCOULE D'UNE DEMANDE DU MINISTRE OU DU CABINET MINISTÉRIEL.</p>	67
G.61	<p>POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, INCLUANT LES CABINETS MINISTÉRIELS ET MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES, LE NOMBRE TOTAL DE PERSONNES AYANT BÉNÉFICIÉ DU PAIEMENT DE COTISATION À UNE ASSOCIATION (ORDRE OU CORPORATION) PROFESSIONNELLE EN VERTU DE LA DIRECTIVE CONCERNANT LE PAIEMENT PAR LE GOUVERNEMENT DE COTISATIONS À DES ASSOCIATIONS (6-79) DU CONSEIL DU TRÉSOR OU DE TOUTE AUTRE DIRECTIVE PERMETTANT UN REMBOURSEMENT DE CES COTISATIONS, VENTILÉ PAR ASSOCIATION, ORDRE OU CORPORATION PROFESSIONNELLE EN INDIQUANT :</p> <p>E. LA DÉPENSE TOTALE RELATIVE AU PAIEMENT DES COTISATIONS;</p> <p>F. LA LISTE DES ASSOCIATIONS, ORDRES OU CORPORATIONS PROFESSIONNELS AUXQUELS LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC A VERSÉ UN PAIEMENT POUR COTISATION;</p> <p>G. LA LISTE DES EMPLOYÉS, CADRES, DIRIGEANTS, MINISTRES ET JUGES AYANT BÉNÉFICIÉ DE CET AVANTAGE.</p>	68
G.62	<p>LA LISTE DE TOUTE RENCONTRE D'ACCUEIL DE DIGNITAIRES ÉTRANGERS EN VISITE AU QUÉBEC, DE RENCONTRES DIPLOMATIQUES OU DE SOMMETS GOUVERNEMENTAUX, DE GRANDES RENCONTRES POLITIQUES ET DE NÉGOCIATIONS IMPORTANTES, DE TOUTE NATURE, AUXQUELLES A PRIS PART LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME. POUR CHAQUE RENCONTRE, INDIQUER LA DATE, LA NATURE, ET LE LIEU DE LA RENCONTRE.</p>	69
G.63	<p>POUR CHAQUE RENCONTRE D'ACCUEIL DE DIGNITAIRES ÉTRANGERS EN VISITE AU QUÉBEC, POUR CHAQUE RENCONTRE DIPLOMATIQUE ET SOMMET GOUVERNEMENTAL, POUR CHAQUE GRANDE RENCONTRE POLITIQUE ET NÉGOCIATION IMPORTANTE DE TOUTE NATURE AUXQUELS PREND PART LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, INDIQUER :</p> <p>A. LA DATE;</p> <p>B. LA NATURE;</p> <p>C. LES PARTICIPANTS;</p> <p>D. SI L'ÉVÉNEMENT A EU LIEU SUR LE TERRITOIRE DE LA CAPITALE-NATIONALE, CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 4 DE LA CHARTE DE LA VILLE DE QUÉBEC, CAPITALE NATIONALE DU QUÉBEC.</p>	70
G.64	<p>POUR TOUT SONDAGE OU ENQUÊTE D'OPINION RÉALISÉS PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME, INDIQUER :</p> <p>A. LA DATE;</p> <p>B. LA NATURE;</p> <p>C. LES QUESTIONS POSÉES;</p> <p>D. LES RÉPONSES;</p> <p>E. LA FIRME RETENUE;</p> <p>F. LES COÛTS.</p>	71
G.65	<p>TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE JEUNESSE DU QUÉBEC EN 2019-2020.</p>	72

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.66	AU SUJET DU TRANSFERT D'EMPLOIS GOUVERNEMENTAUX EN RÉGION, FOURNIR TOUT SCÉNARIO ET ÉTUDE RÉALISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME AINSI QUE TOUTE ACTION RÉALISÉE EN 2019-2020.	73
G.67	TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME AU SUJET DE LA RECONNAISSANCE DES ACQUIS ET DES COMPÉTENCES DES PERSONNES IMMIGRANTES EN 2019-2020.	74
G.68	TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME VISANT LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS EN 2019-2020.	75
G.69	TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE CULTURELLE DU QUÉBEC EN 2019-2020.	76
G.70	POUR TOUTES DÉPENSES PUBLICITAIRES RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME, INDIQUER : A. LE POURCENTAGE DE CES DÉPENSES RÉALISÉES AU SEIN DE MÉDIAS COMMUNAUTAIRES ET LE MONTANT; B. LE POURCENTAGE DE CES DÉPENSES RÉALISÉES SUR INTERNET ET LES MÉDIAS SOCIAUX ET LE MONTANT.	77
G.71	TOUTE ACTION RÉALISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2019-2020 AU SUJET DES RECOMMANDATIONS DE L'ENQUÊTE NATIONALE SUR LES FEMMES ET LES FILLES AUTOCHTONES DISPARUES ET ASSASSINÉES.	78
G.72	TOUTE ACTION RÉALISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2019-2020 AU SUJET DES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE SUR LES RELATIONS ENTRE LES AUTOCHTONES ET CERTAINS SERVICES PUBLICS AU QUÉBEC (RAPPORT VIENS).	79
G.73	TOUTE ACTION RÉALISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2019-2020 AU SUJET DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL POUR LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET CULTUREL DES PREMIÈRES NATIONS ET DES INUITS 2017-2022 « FAIRE PLUS, FAIRE MIEUX ».	80
G.74	TOUTE ACTION RÉALISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2019-2020 AU SUJET DU PLAN D'ACTION INTERMINISTÉRIEL EN DÉPENDANCE 2018-2028, « PRÉVENIR, RÉDUIRE ET TRAITER ».	81
G.75	TOUTE ACTION RÉALISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2019-2020 AU SUJET DU PLAN D'ACTION INTERMINISTÉRIEL 2017-2021 DE LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE DE PRÉVENTION EN SANTÉ.	82
G.76	TOUTE ACTION RÉALISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2019-2020 AU SUJET DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE 2018-2023 : « CONTRE LA VIOLENCE CONJUGALE, AGISSONS ».	83
G.77	TOUTE ACTION RÉALISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2019-2020 AU SUJET DE LA STRATÉGIE D'ACTION EN MATIÈRE D'IMMIGRATION, DE PARTICIPATION ET D'INCLUSION 2016-2021 : « ENSEMBLE, NOUS SOMMES LE QUÉBEC ».	84
G.78	TOUTE ACTION RÉALISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2019-2020 AU SUJET DE LA STRATÉGIE NATIONALE SUR LA MAIN-D'ŒUVRE 2018-2023.	85
G.79	TOUTE ACTION RÉALISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2019-2020 AU SUJET DU PLAN D'ACTION 2018-2023 : « UN QUÉBEC POUR TOUS LES ÂGES ».	86
G.80	TOUTE ACTION, NOTE OU ANALYSE RÉALISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2019-2020 AU SUJET DE LA CONCILIATION TRAVAIL-FAMILLE.	87
G.81	TOUTE ACTION, NOTE OU ANALYSE RÉALISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2019-2020 AU SUJET DE L'ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS.	88
G.82	TOUTE ACTION, NOTE OU ANALYSE RÉALISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2019-2020 AU SUJET DE LA RÉTENTION DES TRAVAILLEURS D'EXPÉRIENCE.	89
G.83	TOUTE ACTION RÉALISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2019-2020 AU SUJET DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL DE CONTRIBUTION À L'OCCUPATION ET À LA VITALITÉ DES TERRITOIRES 2018-2020.	90
G.84	LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME EN 2019-2020 ET QUI ONT FAIT L'OBJET DE COÛTS ADDITIONNELS AUTORISÉS PAR LE SOUS-MINISTRE OU LE DIRIGEANT DE L'ORGANISME PUBLIC, COMME IL EST PRÉVU À L'ARTICLE 17 DE LA LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS, EN INDIQUANT : A. LE NOMBRE D'AUTORISATIONS; B. LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME TOUCHÉ(E) FAISANT L'OBJET DE CET OCTROI; C. LE NOM DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT ET FAISANT L'OBJET DE CET OCTROI; D. LE MONTANT ACCORDÉ; E. LES MOTIFS DE LA DEMANDE.	91

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.85	<p>LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN CABINET MINISTÉRIEL EN 2019-2020, EN INDIQUANT, POUR CHAQUE CONTRAT :</p> <p>A. LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME;</p> <p>B. LES NOMS DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT, LEUR MANDAT ET LE RÉSULTAT (RAPPORT OU DOCUMENT FINAL);</p> <p>C. LE COÛT;</p> <p>D. L'ÉCHÉANCIER;</p> <p>E. DANS LE CAS D'UN OCTROI PAR SOUMISSION, LES NOMS DES SOUMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUMISSIONS.</p>	92
G.86	<p>POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, CONCERNANT LES DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION EN 2019-2020 :</p> <p>A. LES COÛTS RELIÉS AU TRAITEMENT ET RÉPONSES AUX DEMANDES D'ACCÈS;</p> <p>B. LE MONTANT TOTAL FACTURÉ ET RÉCOLTÉ DÉCOULANT DES DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION;</p> <p>C. LE NOMBRE TOTAL DE DEMANDES REÇUES;</p> <p>D. LE NOMBRE DE REFUS (EN PRÉCISANT, PAR CATÉGORIE, LES RAISONS ET/OU ARTICLES DE LA LOI INVOQUÉS POUR LE REFUS);</p> <p>E. LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES DANS UN DÉLAI DE 20 JOURS;</p> <p>F. LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES DANS UN DÉLAI DE 30 JOURS;</p> <p>G. LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES HORS DÉLAI EN INDIQUANT, PAR DEMANDE, LE TEMPS DE RÉPONSE.</p>	93
G.87	<p>LA LISTE DES PERSONNES ET LE MANDAT DES COMITÉS FORMÉS PAR LE CONSEIL EXÉCUTIF, LES MINISTÈRES ET ORGANISMES AINSI QUE LES HONORAIRES DONNÉS À CES PERSONNES.</p>	94
G.88	<p>POUR LA PRÉPARATION DES PROJETS DE LOI, DES POLITIQUES, DES STRATÉGIES OU DES CONSULTATIONS GOUVERNEMENTALES, INDIQUER, POUR CHAQUE TYPE, SI UNE ENTENTE DE CONFIDENTIALITÉ A ÉTÉ REQUISE PAR LE MINISTÈRE OU LE CABINET AUPRÈS DES PARTENAIRES. LE CAS ÉCHÉANT, POUR CHACUN DES TYPES VISÉS, FOURNIR LA LISTE DES PARTENAIRES ENGAGÉS AINSI QUE LADITE ENTENTE.</p>	95
G.89	<p>POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DE SES ORGANISMES, EN 2019-2020, INDIQUER LE NOMBRE DE DIVULGATIONS D'ACTES RÉPRÉHENSIBLES REÇUES, LE NOMBRE D'ENQUÊTES (DÉBUTÉES, EN COURS OU TERMINÉES), AINSI QUE LE NOMBRE DE DIVULGATIONS FONDÉES, Y COMPRIS CELLES AYANT MENÉ À DES MESURES CORRECTIVES. PRÉCISER, POUR CHAQUE DIVULGATION, LA CATÉGORIE D'ACTES RÉPRÉHENSIBLES VISÉE À L'ARTICLE 4 DE LA LOI FACILITANT LA DIVULGATION D'ACTES RÉPRÉHENSIBLES À L'ÉGARD DES ORGANISMES PUBLICS (2016, CHAPITRE 34).</p>	96
G.90	<p>FOURNIR LE BUDGET CARBONE DU MINISTÈRE ET LE BILAN CARBONE IMPUTABLE AUX ACTIVITÉS ET AUX PROGRAMMES DU MINISTÈRE, SOIT NOTAMMENT POUR 2019-2020 :</p> <p>A. LE TOTAL DES ÉMISSIONS DE GES ASSOCIÉES AUX ACTIVITÉS DIRECTES DU MINISTÈRE;</p> <p>B. L'ESTIMATION DES ÉMISSIONS DE GES ATTRIBUABLES AUX PROGRAMMES DU MINISTÈRE, INCLUANT, MAIS NE SE LIMITANT PAS, AUX ÉMISSIONS ATTRIBUABLES AUX SUBVENTIONS ACCORDÉES PAR LE MINISTÈRE EN PROPORTION DU MONTANT DE CES SUBVENTIONS DANS LES PROJETS CONCERNÉS;</p> <p>C. L'ESTIMATION DES RÉDUCTIONS D'ÉMISSIONS DE GES ATTRIBUABLES AUX ACTIVITÉS DIRECTES ET AUX PROGRAMMES DU MINISTÈRE, INCLUANT, MAIS NE SE LIMITANT PAS, AUX RÉDUCTIONS D'ÉMISSIONS DÉCOULANT D'ACTIVITÉS SUBVENTIONNÉES PAR LE MINISTÈRE AINSI QU'AUX Puits DE CARBONE ATTRIBUABLES AU MINISTÈRE LE CAS ÉCHÉANT.</p> <p>i. VENTILER CES RÉDUCTIONS SELON QU'ELLES SOIENT DES RÉDUCTIONS RELATIVES OU DES RÉDUCTIONS ABSOLUES D'ÉMISSIONS DE GES. FOURNIR UNE ESTIMATION DU COÛT MOYEN DE CES RÉDUCTIONS PAR TONNE DE CO₂ ÉQUIVALENT.</p> <p>D. LE BILAN CARBONE DU MINISTÈRE, SOIT LE TOTAL DES ÉMISSIONS DE GES ATTRIBUABLES AU MINISTÈRE AUQUEL EST SOUSTRAIT LE TOTAL DES RÉDUCTIONS D'ÉMISSIONS ATTRIBUABLES AU MINISTÈRE;</p> <p>E. LE QUOTA D'ÉMISSIONS DU MINISTÈRE, SOIT LA LIMITE SUPÉRIEURE FINIE DES ÉMISSIONS TOTALES DE GES À TRAVERS LE TEMPS ATTRIBUABLES AU MINISTÈRE QUI PERMETTRAIENT D'ATTEINDRE LES OBJECTIFS DE RÉDUCTION DES GES DU MINISTÈRE ET AINSI LA CIBLE DE RÉDUCTION DES GES DU GOUVERNEMENT;</p> <p>F. LE PLAN D'ACTION DU MINISTÈRE POUR DIMINUER LE BILAN CARBONE DU MINISTÈRE AFIN DE RESPECTER SON BUDGET CARBONE DANS LE CADRE DES OBJECTIFS DE RÉDUCTION DES GES DU GOUVERNEMENT.</p>	97
G.91	<p>VEUILLEZ FOURNIR LE NOMBRE D'EFFECTIFS ATTRIBUÉS À LA GESTION DU FOND VERT AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN 2018-2019 ET 2019-2020. VENTILER PAR POSTE ET FOURNIR LA MASSE SALARIALE TOTALE.</p>	98
G.92	<p>NOMBRE DE POSTES OUVERTS POUR LES ANNÉES FINANCIÈRES 2019-2020 ET 2020-2021; ET NOMBRE DE POSTES COMBLÉS POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI PRÉSENTE AU SEIN DU MINISTÈRE.</p>	99

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.93	VEUILLEZ INDIQUER LES MONTANTS QUI ONT ÉTÉ ALLOUÉS À LA RÉMUNÉRATION DES STAGES DEPUIS 2016. A. NOMBRE DE STAGIAIRES REÇUS; B. HEURES DE STAGES EFFECTUÉS; C. RÉMUNÉRATION TOTALE DÉBOURSÉE.	100
G.94	FOURNIR UNE DESCRIPTION DE LA DOTATION DE VÉHICULES AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, VENTILÉE PAR RÉGION ET INCLUANT : A. NOMBRE TOTAL DE VÉHICULES; B. LE TYPE DE VÉHICULES; C. LE NOMBRE DE VÉHICULES HYBRIDES; D. LE NOMBRE DE VÉHICULES HYBRIDES RECHARGEABLES; E. LE NOMBRE DE VÉHICULES ÉLECTRIQUES.	101

N.B. À MOINS D'INDICATION CONTRAIRE, LES DONNÉES PRÉSENTÉES DANS LE CADRE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS SONT ÉTABLIES EN DATE DU 31 MARS 2020.

G.1 LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2019-2020 :

- A. **LES ENDROITS ET DATES DE DÉPART ET DE RETOUR;**
- B. **LA COPIE DES PROGRAMMES ET RAPPORTS DE MISSION;**
- C. **LES PERSONNES RENCONTRÉES;**
- D. **LE COÛT (AVEC UNE VENTILATION PAR POSTE : FRAIS DE DÉPLACEMENT, D'HÉBERGEMENT, DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.);**
- E. **LES NOMS DES MINISTRES, DÉPUTÉS, DES MEMBRES DU PERSONNEL DE CABINET, DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS (AVEC LEUR TITRE) ET DES AUTRES PARTICIPANTS (AVEC LEUR TITRE) REGROUPÉS PAR MISSION;**
- F. **POUR LES ORGANISMES, LES NOMS ET LES TITRES DES DIRIGEANTS ET FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ET AUTRES PARTICIPANTS;**
- G. **LA LISTE DES ENTENTES SIGNÉES OU ANNONCÉES, LE CAS ÉCHÉANT;**
 - **LES DÉTAILS DE CES ENTENTES;**
 - **LES RÉSULTATS OBTENUS À CE JOUR;**
- H. **INVESTISSEMENTS ANNONCÉS, LE CAS ÉCHÉANT, AINSI QUE LE NOMBRE D'EMPLOIS ESTIMÉS;**
- I. **LA DESCRIPTION DE LA NATURE DU VOYAGE INCLUANT, LE CAS ÉCHÉANT, LE NOM DU OU DES ÉVÉNEMENTS CONCERNÉS;**
- J. **LES POINTS DE PRESSE TENUS LORS DE CES MISSIONS ET LEURS COÛTS.**

VOYAGE	Coût
GARY FROST (DIRECTEUR), PARTICIPER AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU PROGRAMME D'ARBITRAGE DES VÉHICULES AUTOMOBILES DU CANADA (PAVAC), TORONTO (CANADA), DU 1 ^{ER} AU 3 AVRIL 2019	0,00 \$*
GARY FROST (DIRECTEUR), PARTICIPER AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU PROGRAMME D'ARBITRAGE DES VÉHICULES AUTOMOBILES DU CANADA (PAVAC), TORONTO (CANADA), DU 2 AU 4 JUILLET 2019	0,00 \$*
YVES PAGÉ ET FRANCIS RÉMILLARD, PARTICIPER À LA CONFÉRENCE « CANADIAN MOTOR DEALER REGULATORS CONFERENCE », REGINA (SASKATCHEWAN), DU 25 AU 28 SEPTEMBRE 2019	2 271,03 \$
GARY FROST (DIRECTEUR), PARTICIPER AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU PROGRAMME D'ARBITRAGE DES VÉHICULES AUTOMOBILES DU CANADA (PAVAC), TORONTO (CANADA), DU 7 AU 8 NOVEMBRE 2019	0,00 \$*

*PAYÉ PAR LE PAVAC

LES RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES MINISTRES, LES TITULAIRES D'UN EMPLOI SUPÉRIEUR ET LEURS ACCOMPAGNATEURS, EN RÉPONSE À CETTE QUESTION, SONT DIFFUSÉS SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DE L'ORGANISME EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION DE L'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4 PARAGRAPHE 18).

[HTTPS://WWW.OPC.GOUV.QC.CA/DIFFUSION-INFORMATION/DEPENSES/TITULAIRE/DEPLACEMENT19-20/](https://www.opc.gouv.qc.ca/diffusion-information/depenses/titulaire/deplacement19-20/)

G.2 POUR CHACUN DES VOYAGES FAITS EN AVION OU EN HÉLICOPTÈRE PAR CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES, DES MEMBRES DES CABINETS MINISTÉRIELS AU QUÉBEC ET DES DIRIGEANTS D'ORGANISMES POUR 2019-2020 :

- A. LES RAISONS DU DÉPLACEMENT
 - B. L'ITINÉRAIRE ET LES DATES DU DÉPART ET/OU DU RETOUR;
 - C. LES COÛTS VENTILÉS;
 - D. LE CAS ÉCHÉANT, TOUT AUTRE COÛT VENTILÉ PAR POSTE : FRAIS D'HÉBERGEMENT, FRAIS DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.;
 - E. POUR LES ORGANISMES, LES NOMS ET LES TITRES DES DIRIGEANTS ET DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ET AUTRES PARTICIPANTS.
-

AUCUN.

G.3 LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT CELLES SUR INTERNET), EN ARTICLES PROMOTIONNELS ET EN COMMANDITES POUR CHAQUE MINISTÈRE (Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL) ET ORGANISME. FOURNIR LA LISTE DÉTAILLÉE DE CES DÉPENSES EN INDIQUANT :

- A. LA VENTILATION DES SOMMES DÉPENSÉES POUR 2019-2020, ET LES PRÉVISIONS POUR 2020-2021;
- B. LES NOMS DES FIRMES DE PUBLICITÉ RETENUES;
- C. LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS EN INDIQUANT LE COÛT ET LE MODE D'OCTROI POUR CHACUN (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ);
- D. LE NOM DES FOURNISSEURS, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHES;
- E. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
- F. DANS LE CAS D'UNE COMMANDITE, LA RAISON ET LE NOM DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE;
- G. LE COÛT TOTAL ET VENTILÉ POUR LES COMMUNIQUÉS DE PRESSE.

FOURNISSEUR	MODE D'OCTROI	OBJET	Coût
FACEBOOK	GRÉ À GRÉ	INFORMATION SUR L'ORGANISATION DE VOYAGE DE GROUPE	300,00 \$
FACEBOOK	GRÉ À GRÉ	PROMOTION DE LA ZONE ENSEIGNANTS DU SITE WEB	50,83 \$
FACEBOOK	GRÉ À GRÉ	PRÉVENTION AU SUJET DES FAUSSES PROMESSES EFFECTUÉES SUR LE WEB CONCERNANT LES THERMOPOMPES ET LES PANNEAUX SOLAIRES	300,00 \$
FACEBOOK	GRÉ À GRÉ	CONSEILS CONCERNANT LE DÉMÉNAGEMENT	500,00 \$
FACEBOOK	GRÉ À GRÉ	PRÉVENTION AU SUJET DU PAIEMENT MINIMUM SUR LES CARTES DE CRÉDIT	2 515,85 \$
SITE ÉCOLE BRANCHÉE	GRÉ À GRÉ	PROMOTION DE LA ZONE ENSEIGNANTS DU SITE WEB	525,00 \$
MAGAZINE ÉCOLE BRANCHÉE	GRÉ À GRÉ	PROMOTION DE L'ESPACE PARENTS ET DES RESSOURCES EN ÉDUCATION FINANCIÈRE DU SITE WEB	1 420,25 \$
COSSETTE COMMUNICATION INC.	GRÉ À GRÉ	CONCEPTION DE LA CAMPAGNE D'INFORMATION SUR L'ACHAT D'UNE AUTO D'OCCASION	31 135,70 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC (CSPQ)	GRÉ À GRÉ	PLANIFICATION ET PLACEMENT MÉDIA POUR LA CAMPAGNE D'INFORMATION SUR L'ACHAT D'UNE AUTO D'OCCASION	52 572,44 \$
FONDATION CLAUDE MASSE	GRÉ À GRÉ	COMMANDITE DU COLLOQUE SUR LE DROIT DU VOYAGE	4 950,00 \$
OPTION CONSOMMATEURS	GRÉ À GRÉ	COMMANDITE DE LA SOIRÉE-BÉNÉFICE ANNUELLE	1 250,00 \$
UNIVERSITÉ LAVAL	GRÉ À GRÉ	COMMANDITE DU COLLOQUE EN SCIENCES DE LA CONSOMMATION	1 500,00 \$
PHOTOMÉDIA	GRÉ À GRÉ	PRISE DE PHOTOS LORS DU PRIX DE L'OFFICE 2019	195,00 \$
PRODUCTIONS CHRISTIAN ROUSSEAU INC.	GRÉ À GRÉ	RÉALISATION D'UNE VIDÉO INSTITUTIONNELLE	11 740,00 \$
LES COPIES DE LA CAPITALE	GRÉ À GRÉ	IMPRESSIONS DU FEUILLET PROMOTIONNEL SUR LE PAIEMENT EN LIGNE DU PERMIS DE COMMERÇANT	146,96 \$
LAMCOM TECHNOLOGIES INC.	GRÉ À GRÉ	IMPRESSION D'AFFICHES POUR LE NOUVEAU BUREAU RÉGIONAL DE ST-JÉRÔME	198,55 \$
IMPRESSION NUMÉRIX INC.	GRÉ À GRÉ	IMPRESSION DE 8 000 DÉPLIANTS POUR FAIRE LA PROMOTION DE LA PLATEFORME DE MÉDIATION EN LIGNE PARLE	695,00 \$
IMPRIMERIE SOCIALE [1994] INC.	GRÉ À GRÉ	IMPRESSION DE 6 800 SIGNETS POUR PROMOUVOIR LA SECTION POUR LES COMMERÇANTS DU SITE WEB	613,00 \$
L.G. CHABOT INC.	GRÉ À GRÉ	IMPRESSION DE 13 200 CARTES AIDE-MÉMOIRE SUR LA POLITIQUE D'EXACTITUDE DES PRIX	693,00 \$
CNW TELBEC	GRÉ À GRÉ	ÉMISSION DE COMMUNIQUÉS DE PRESSE	12 144,80 \$

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DE L'ORGANISME EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4, PARAGRAPHE 24).

[HTTPS://WWW.OPC.GOUV.QC.CA/DIFFUSION-INFORMATION/DEPENSES/PUBLICITE19-20/](https://www.opc.gouv.qc.ca/diffusion-information/depenses/publicite19-20/)

G.4 LISTE DES DÉPENSES DE PUBLICITÉ EFFECTUÉES SPÉCIFIQUEMENT SUR INTERNET (FACEBOOK, AMAZONE, ETC.) EN INDIQUANT :

- A. LA VENTILATION DES SOMMES DÉPENSÉES POUR 2019-2020, ET LES PRÉVISIONS POUR 2020-2021;
- B. LES NOMS DES FIRMES DE PUBLICITÉ RETENUES;
- C. LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS EN INDIQUANT LE COÛT ET LE MODE D'OCTROI POUR CHACUN (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ);
- D. LE NOM DES FOURNISSEURS, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHES;
- E. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE.

LORSQUE LE CONTRAT EST CONCLU PAR L'INTERMÉDIAIRE D'UNE FIRME DE PUBLICITÉ, DÉTAILLER LES PUBLICITÉS EFFECTUÉES SUR INTERNET.

FIRME	MODE D'OCTROI	OBJET	Coût
AUCUNE	GRÉ À GRÉ	CAMPAGNE SUR L'ORGANISATION DE VOYAGE DE GROUPE	300,00 \$
AUCUNE	GRÉ À GRÉ	CAMPAGNE SUR LA ZONE ENSEIGNANTS	575,83 \$
AUCUNE	GRÉ À GRÉ	CAMPAGNE SUR LES THERMOPOMPES ET LES PANNEAUX SOLAIRES	300,00 \$
AUCUNE	GRÉ À GRÉ	CAMPAGNE SUR LE DÉMÉNAGEMENT	500,00 \$
AUCUNE	GRÉ À GRÉ	CAMPAGNE SUR LE PAIEMENT MINIMUM DES CARTES DE CRÉDIT	2 515,85 \$

POUR LES CONTRATS DE PLUS DE 25 000 \$, L'INFORMATION SE TROUVE AUX ENGAGEMENTS FINANCIERS QUI FERONT L'OBJET D'UNE ÉTUDE PARTICULIÈRE PAR LA COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE.

G.5 LISTE DES DÉPENSES POUR L'ORGANISATION ET LA TENUE DE CONFÉRENCES DE PRESSE, D'ÉVÉNEMENTS MÉDIATIQUES OU AUTRES ÉVÉNEMENTS (SOMMETS, CONGRÈS, CONFÉRENCES, ETC.) SÉPARÉMENT :

PAR LE CABINET MINISTÉRIEL :

- A. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2019-2020 ET LES PRÉVISIONS POUR 2020-2021, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;
- B. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
- C. LE NOMBRE TOTAL ET LA LISTE D'ÉVÉNEMENTS, VENTILÉ PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT.

PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME :

- D. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2019-2020 ET LES PRÉVISIONS POUR 2020-2021, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;
- E. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
- F. LE NOMBRE TOTAL ET LA LISTE D'ÉVÉNEMENTS, VENTILÉ PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT.

PAR UN PROFESSIONNEL OU PAR UNE FIRME EXTERNE :

- G. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2019-2020 ET LES PRÉVISIONS POUR 2020-2021, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;
- H. LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME DE PUBLICITÉ;
- I. LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS EN INDIQUANT LE COÛT ET LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION, CONTRAT NÉGOCIÉ);
- J. LA LISTE ET LES NOMS DES FOURNISSEURS ET CONSULTANTS, S'IL Y A LIEU, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHIES, DES VIDÉOS, ETC.;
- K. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
- L. LE NOMBRE TOTAL ET LISTE D'ÉVÉNEMENTS VENTILÉ PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT.

TYPE D'ÉVÉNEMENT	Coût
CÉRÉMONIE DE REMISE DU PRIX ET DE LA MENTION DE L'OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR 2019 TENUE À QUÉBEC LE 18 AVRIL 2019 L'ÉVÉNEMENT ÉTAIT ORGANISÉ PAR L'OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR FOURNISSEURS : SALLE, CAPTATION ET TRAITEUR : ASSEMBLÉE NATIONALE, PHOTOGRAPHIE : PHOTOMÉDIA, IMPRESSION DES CERTIFICATS : LES COPIES DE LA CAPITALE, ENCADREMENTS : DESERRE	3 747,93 \$

G.6 LA LISTE DES DÉPENSES EN FORMATION DE COMMUNICATION :

ORGANISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME :

- A. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2019-2020 ET LES PRÉVISIONS POUR 2020-2021, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;**
- B. LE BUT RECHERCHÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;**
- C. LE NOMBRE TOTAL ET LA LISTE DES FORMATIONS VENTILÉE PAR CATÉGORIE.**

DONNÉES PAR UNE FIRME EXTERNE :

- D. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2019-2020 ET LES PRÉVISIONS POUR 2020-2021;**
- E. LE NOM DE LA OU DES FIRMES DE PUBLICITÉ OU DE COMMUNICATIONS;**
- F. LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ);**
- G. LA LISTE ET LES NOMS DES FOURNISSEURS ET/OU DES CONSULTANTS, S'IL Y A LIEU;**
- H. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;**
- I. LE NOMBRE TOTAL ET LISTE DES FORMATIONS VENTILÉE PAR CATÉGORIE.**

AUCUNE.

G.7 LA LISTE DES DÉPENSES EN FORMATION DE COMMUNICATION ORGANISÉE POUR LE PERSONNEL POLITIQUE, LES MEMBRES DU CONSEIL EXÉCUTIF OU LES DÉPUTÉS EN INDIQUANT :

- A. LES SOMMES DÉPENSÉES POUR L'EXERCICE FINANCIER 2019-2020 ET LES PRÉVISIONS POUR 2020-2021;**
 - B. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;**
 - C. LA NATURE DE LA FORMATION;**
 - D. LES PERSONNES OU LA FIRME QUI ONT DONNÉ LA FORMATION;**
 - E. LES PERSONNES QUI ONT REÇU LA FORMATION AINSI QUE LE TITRE DE LEUR FONCTION.**
-

AUCUNE.

G.8 LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME, Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL EN 2019-2020, EN INDIQUANT :

- A. LES NOMS DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME;
- B. LES NOMS DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT, LEUR MANDAT ET LE RÉSULTAT (RAPPORT OU DOCUMENT FINAL);
- C. LE DÉTAIL DES TRAVAUX OU SERVICES EFFECTUÉS (BUT VISÉ);
- D. LA DATE D'OCTROI DU CONTRAT;
- E. LE COÛT TOTAL, Y COMPRIS LES AVENANTS ET/OU SUPPLÉMENTS;
- F. L'ÉCHÉANCIER;
- G. DANS LE CAS D'UN OCTROI PAR SOUMISSION, FOURNIR LE NOM DES SOUMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUMISSIONS.

LORSQUE LE CONTRAT EST OCTROYÉ PAR LE CABINET MINISTÉRIEL, L'INDIQUER.

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
9232-4458 QUÉBEC INC.	CONSEILLER DANS LES DOMAINES DE LA SÉCURITÉ, DE LA RÉSEAUTIQUE ET DE L'INFRASTRUCTURE TECHNOLOGIQUE	GRÉ À GRÉ	12 690,00 \$
ACCURACY CANADA INC.	FOURNIR DES SERVICES D'ANALYSE DANS UN DOSSIER D'ENQUÊTE	GRÉ À GRÉ	2 474,06 \$
AFI EXPERTISE	FORMATION	GRÉ À GRÉ	4 950,00 \$
BARREAU DU QUÉBEC	FORMATION	GRÉ À GRÉ	1 100,00 \$
BELL CANADA (COMPAGNIE DE TÉLÉPHONE BELL DU CANADA)	PUBLIER LES COORDONNÉES DES BUREAUX DANS LES PAGES BLEUES	GRÉ À GRÉ	4 179,00 \$
C.P.U. DESIGN INC.	LOCATION IMPRIMANTE MULTIFONCTION	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	1 694,61 \$
CIAO TECHNOLOGIES INC.	RÉALISER L'ANALYSE DE L'ACCESSIBILITÉ WEB DE L'INTRANET	GRÉ À GRÉ	5 700,00 \$
CNW TELBEC	DIFFUSER DES COMMUNIQUÉS DE PRESSE	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	12 144,80 \$
CONFIDENTIEL DÉCHIQUETAGE DE DOCUMENTS INC.	EFFECTUER LE DÉCHIQUETAGE DE DOCUMENTS	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	1 341,45 \$
COPICOM SOLUTION INC.	LOCATION IMPRIMANTE MULTIFONCTION	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	1 780,26 \$
COPIES DE LA CAPITALE INC., LES	FOURNIR DES SERVICES D'IMPRESSION	GRÉ À GRÉ	2 031,90 \$
CÔTÉ, PAUL RAYMOND	EFFECTUER DES TRAVAUX DE TRADUCTION	GRÉ À GRÉ	2 561,40 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
CPU SERVICE INC.	LOCATION IMPRIMANTE MULTIFONCTION	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	4 393,43 \$
DESCHAMPS IMPRESSION INC.	FOURNIR DES SERVICES D'IMPRESSION	GRÉ À GRÉ	2 735,00 \$
EDGENDA TECHNOLOGIE INC.	RÉALISER DES TRAVAUX TECHNOLOGIQUES	GRÉ À GRÉ	5 312,50 \$
ÉDIFICE LES FAÇADES INC.	EFFECTUER DE MENUS TRAVAUX DE DÉMÉNAGEMENT ET D'ENTRETIEN AU BUREAU DE QUÉBEC	GRÉ À GRÉ	2 785,15 \$
ÉDITIONS PROTÉGEZ-VOUS, LES	PRODUCTION EN PARTENARIAT D'UN GUIDE PRATIQUE POUR LES AUTOMOBILISTES	GRÉ À GRÉ	21 755,00 \$
EXTRA MULTI-RESSOURCES	FOURNIR DES SERVICES DE PLACEMENT TEMPORAIRE	GRÉ À GRÉ	14 688,84\$
GROUPE AUDAZ INC.	EFFECTUER DES TRAVAUX D'IMPRESSION	GRÉ À GRÉ	1 297,00 \$
GROUPE TAQ	FOURNIR DES SERVICES DE PRÉPARATION D'ENVOI	GRÉ À GRÉ	12 263,87 \$
GROUPE TOUMORO INC.	RÉALISER DES TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE DÉVELOPPEMENT TYPO3	GRÉ À GRÉ	10 051,25 \$
IMPRIMERIE SOCIALE (1994) INC	RÉALISER DES TRAVAUX D'IMPRESSION	GRÉ À GRÉ	2 006,00 \$
KONICA MINOLTA	LOCATION D'IMPRIMANTES MULTIFONCTION	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	5 153,16\$
LIZOTTE MÉDICO-EXPERTS	EXPERTISE MÉDICALE (GESTION DE L'INVALIDITÉ)	GRÉ À GRÉ	2 000,00 \$
MARCOTTE, SOPHIE	EFFECTUER DES TRAVAUX DE RÉVISION LINGUISTIQUE	GRÉ À GRÉ	2 012,50 \$
MORNEAU SHEPELL LTD	PROGRAMME D'AIDE AUX EMPLOYÉS	GRÉ À GRÉ	4 644,00 \$
ORDRE DES COMPTABLES PROFESSIONNELS AGRÉÉS DU QUÉBEC	FORMATION	GRÉ À GRÉ	1 580,00 \$
PAQUETTE & ASSOCIÉS, HUISSIERS DE JUSTICE S.E.N.C.R.L.	FOURNIR DES SERVICES D'HUISSIERS	GRÉ À GRÉ	6 936,94\$
PAXYL SOLUTION	PRODUIRE L' ANALYSE DES CANAUX DE COMMUNICATION DE L'OFFICE ET IDENTIFIER DES PISTES D'OPTIMISATION POSSIBLES	GRÉ À GRÉ	5 390,00 \$
PIGE COMMUNICATIONS INC.	EFFECTUER DES TRAVAUX D'ÉDITION	GRÉ À GRÉ	4 275,00 \$
PUROLATOR INC.	FOURNIR DES SERVICES DE MESSAGERIE	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	13 081,43 \$
REGROUPEMENT DES RÉSEAUX EN SANTÉ DES PERSONNES AU TRAVAIL	FOURNIR DES OUTILS DE FORMATION SUR LA SANTÉ AU TRAVAIL	GRÉ À GRÉ	2 493,52 \$
RÉSEAU DE VINCI	FOURNIR UNE EXPERTISE EN TRAVAUX DE DÉCONTAMINATION ET ISOLATION	GRÉ À GRÉ	3 932,80 \$
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	RENOUVELLEMENT DES LICENCES POUR LES TÉLÉPHONES CELLULAIRES	GRÉ À GRÉ	3 675,00 \$
ROSS & SHEEHAN INC.	EFFECTUER DES TRAVAUX DE TRADUCTION	GRÉ À GRÉ	6 727,10 \$
SCIENCE DBA INC.	CONSEILLER DANS LA CONFIGURATION ET L'ENTRETIEN DES SERVEURS DE BASES DE DONNÉES SQL SERVEUR	GRÉ À GRÉ	2 242,50 \$
SERVICES CONSEILS RDI INC.	HÉBERGEMENT DES DONNÉES DU PLAN DE RELÈVE	GRÉ À GRÉ	1 800,00 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
SERVICES CONSEILS RDI INC.	CONSEILLER ET ASSISTER DANS LA MISE À JOUR ET LA VALIDATION DU PLAN DE RELÈVE INFORMATIQUE ET DU PLAN DE CONTINUITÉ DES SERVICES	GRÉ À GRÉ	11 109,38\$
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE	RÉSUMÉS DE JUGEMENTS SUR LES GARANTIES LÉGALES	GRÉ À GRÉ	10 950,00 \$
SOFTCHOICE LP	DROIT D'UTILISATION DE SERVICE LOGICIEL (ADOBE, VEEAM ET VISUAL STUDIO)	GRÉ À GRÉ	15 491,72\$
STUDIO ALPHATEK INC.	EFFECTUER DES TRAVAUX DE CONCEPTION GRAPHIQUE ET D'ÉDITION DU « MANUEL À L'INTENTION DES REPRÉSENTANTS D'AGENT DE RECOUVREMENT »	GRÉ À GRÉ	3 498,25 \$
SYNOVATEC INC.	CONSEILLER NOTAMMENT EN VIRTUALISATION ET EN ARCHITECTURE D'INFRASTRUCTURE TECHNOLOGIQUE	GRÉ À GRÉ	1 321,40\$
TERRANOVA WORLDWIDE CORPORATION	DÉVELOPPER UN PROGRAMME COMPLET DE SENSIBILISATION À LA SÉCURITÉ DE L'INFORMATION	GRÉ À GRÉ	2 550,00 \$
TRADUCTION ET COMMUNICATION ROTHE	EFFECTUER DES TRAVAUX DE TRADUCTION	GRÉ À GRÉ	1 656,00 \$
VIGLOB INFORMATIQUE INC.	CAPTATION VIDÉO ET DIFFUSION INTERNET	GRÉ À GRÉ	1 500,00 \$

POUR LES CONTRATS DE PLUS DE 25 000 \$, L'INFORMATION SE TROUVE AUX ENGAGEMENTS FINANCIERS QUI FERONT L'OBJET D'UNE ÉTUDE PARTICULIÈRE PAR LA COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE ET CES INFORMATIONS SONT AUSSI DISPONIBLES SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC : [HTTPS://SEAO.CA/](https://seao.ca/).

G.9 LISTE DÉTAILLÉE DE TOUS LES APPELS D'OFFRES PUBLICS DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, EN INDIQUANT :

- A. LA LISTE DES SOUMISSIONS ET LE MONTANT DE CHACUNE;**
 - B. LA GRILLE D'ÉVALUATION DES SOUMISSIONS;**
 - C. LA JUSTIFICATION DU CHOIX DU SOUMISSIONNAIRE RETENU ET LA JUSTIFICATION DE CE CHOIX;**
 - D. LE DÉLAI ENTRE LA PUBLICATION DE L'APPEL D'OFFRES ET L'OCTROI DU CONTRAT;**
 - E. LE CAS ÉCHÉANT, LES APPELS D'OFFRES ANNULÉS EN COURS DE ROUTE ET LA RAISON DE L'ANNULATION.**
-

AUCUN.

G.10 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2019-2020 :

- A. LA LISTE DE TOUTES LES RESSOURCES ŒUVRANT AU SEIN D'UN MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME ET QUI NE SONT PAS DES EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT;**
 - B. LE TOTAL DES COÛTS RELIÉS À CES CONSULTANTS, VENTILÉ PAR CATÉGORIES (INCLUANT LA MASSE SALARIALE);**
 - C. LE SOMMAIRE DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ POUR L'EMBAUCHE DE CES CONSULTANTS;**
 - D. LE NOM DE CHAQUE CONSULTANT ET LA FIRME PAR LAQUELLE IL EST EMPLOYÉ;**
 - E. UNE DESCRIPTION DE SON MANDAT;**
 - F. LA DATE DE DÉBUT DE SON CONTRAT;**
 - G. LA DATE PRÉVUE DE FIN DE SON CONTRAT;**
 - H. SA RÉMUNÉRATION ANNUELLE.**
-

LES INFORMATIONS RELATIVES AUX CONTRATS OCTROYÉS À DES FIRMES EXTERNES SONT DISPONIBLES SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC : [HTTP://WWW.SEAO.CA/](http://www.seao.ca/) AINSI QU'AUX ENGAGEMENTS FINANCIERS DE 25 000 \$ ET PLUS QUI FERONT L'OBJET D'UNE ÉTUDE PARTICULIÈRE PAR LA COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE.

G.11 POUR CHAQUE PROJET DE DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE OU DE MODERNISATION DES SYSTÈMES INFORMATIQUES INITIÉ POUR L'EXERCICE FINANCIER 2019-2020, AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE, INDIQUER :

- A. LE NOM DU PROJET;
- B. LA NATURE DU PROJET;
- C. L'ÉCHÉANCIER INITIAL (ET REVU S'IL Y A LIEU);
- D. LE MONTANT INITIALEMENT PRÉVU POUR L'ENSEMBLE DU PROJET;
- E. LES PLUS RÉCENTES ÉVALUATIONS DU COÛT DU PROJET;
- F. LES COÛTS ENGENDRÉS JUSQU'À MAINTENANT PAR LE PROJET, AU TOTAL ET VENTILÉS PAR ANNÉE FINANCIÈRE;
- G. L'ESTIMATION DES COÛTS RESTANT À DÉBOURSER POUR COMPLÉTER LA RÉALISATION DU PROJET;
- H. LES FIRMES OU OSBL ASSOCIÉS AU DÉVELOPPEMENT DU PROJET, INCLUANT TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU PROJET, LES SOMMES QUI LEUR ONT ÉTÉ VERSÉES JUSQU'À CE JOUR, LE DÉTAIL DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ EN PRÉCISANT LE MODE D'OCTROI, LE MONTANT ET LES DATES;
- I. LE POURCENTAGE DE RÉALISATION JUSQU'À CE JOUR;
- J. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS (ETC) AFFECTÉS À CE PROJET;
- K. LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES INTÉGRÉS OU ŒUVRANT AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE :
 - LA VALEUR TOTALE ET VENTILÉE DES CONTRATS OU ENTENTES ENTRE LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET LES FIRMES EXTERNES POUR CES CONSULTANTS.
- L. INDIQUER SI L'ÉTUDE D'OPPORTUNITÉ ÉVALUANT LES POSSIBILITÉS QU'OFFRE LE LOGICIEL LIBRE A ÉTÉ RÉALISÉE, COMME L'EXIGE LA POLITIQUE CADRE SUR LA GESTION DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES DES ORGANISMES PUBLICS;
- M. NOMBRE ET LISTE DES PÉNALITÉS APPLIQUÉES À DES SOUS-TRAITANTS DANS LE DOMAINE DES TI EN 2019-2020.

NOM DU PROJET	NATURE DU PROJET	COÛT INITIAL PRÉVU	TOTAL À CE JOUR	ÉTUDE LOGICIEL LIBRE	% DE RÉALISATION À CE JOUR	PÉNALITÉS
REFONTE DE L'INTRANET	REFONTE COMPLÈTE DE L'INTRANET DE L'OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR AFIN DE L'ACTUALISER ET DE S'ASSURER QU'IL RÉPONDE AUX BESOINS DU PERSONNEL AINSI QU'AUX EXIGENCES TECHNOLOGIQUES ACTUELLES, DE MÊME QUE POUR FACILITER LA GESTION QUOTIDIENNE PAR L'ÉQUIPE WEB ET LES AUTRES CONTRIBUTEURS.	141 000 \$	107 896 \$	NON	100 %	AUCUNE
RAPATRIEMENT ET DÉVELOPPEMENT DE PARLE	TRANSFERT TECHNOLOGIQUE (DE PROPRIÉTÉ, DE RESPONSABILITÉ ET D'HÉBERGEMENT) DE LA PLATEFORME PARLE ENTRE LE LABORATOIRE DE CYBERJUSTICE ET L'OFFICE, AFIN D'EN FAIRE UN SERVICE PERMANENT RÉPONDANT AUX EXIGENCES GOUVERNEMENTALES, D'AMÉLIORER SES FONCTIONNALITÉS ET DE LE RENDRE PLUS ACCESSIBLE.	1 500 000 \$	98 204 \$	NON	< 5 %	AUCUNE

- G.12 POUR CHAQUE PROJET DE DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE EN INFONUAGIQUE, AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE, INDIQUER :**
- A. LE NOM DU PROJET;**
 - B. LA NATURE DU PROJET;**
 - C. L'ÉCHÉANCIER INITIAL (ET REVU S'IL Y A LIEU);**
 - D. LE MONTANT INITIALEMENT PRÉVU POUR L'ENSEMBLE DU PROJET;**
 - E. LES PLUS RÉCENTES ÉVALUATIONS DU COÛT DU PROJET;**
 - F. LES COÛTS ENGENDRÉS JUSQU'À MAINTENANT PAR LE PROJET, AU TOTAL ET VENTILÉS PAR ANNÉE FINANCIÈRE;**
 - G. L'ESTIMATION DES COÛTS RESTANT À DÉBOURSER POUR COMPLÉTER LA RÉALISATION DU PROJET;**
 - H. LES FIRMES OU OSBL ASSOCIÉS AU DÉVELOPPEMENT DU PROJET, INCLUANT TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU PROJET, LES SOMMES QUI LEUR ONT ÉTÉ VERSÉES JUSQU'À CE JOUR, LE DÉTAIL DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ EN PRÉCISANT LE MODE D'OCTROI, LE MONTANT ET LES DATES;**
 - I. LE POURCENTAGE DE RÉALISATION JUSQU'À CE JOUR;**
 - J. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS (ETC) AFFECTÉS À CE PROJET;**
 - K. LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES INTÉGRÉS OU ŒUVRANT AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE :**
 - LA VALEUR TOTALE ET VENTILÉE DES CONTRATS OU ENTENTES ENTRE LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET LES FIRMES EXTERNES POUR CES CONSULTANTS.**
 - L. INDIQUER SI L'ÉTUDE D'OPPORTUNITÉ ÉVALUANT LES POSSIBILITÉS QU'OFFRE LE LOGICIEL LIBRE A ÉTÉ RÉALISÉE, COMME L'EXIGE LA POLITIQUE-CADRE SUR LA GESTION DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES DES ORGANISMES PUBLICS.**
-

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE À LA RÉPONSE DE LA QUESTION G.11.

G.13 DE FAÇON SÉPARÉE ET DISTINCTE, POUR LE CABINET MINISTÉRIEL ET LE BUREAU DE CIRCONSCRIPTION, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT, POUR 2019-2020 (ET LA VENTILATION POUR CHAQUE MOIS), DE CHACUNE DES DÉPENSES SUIVANTES :

- A. LA PHOTOCOPIE;
- B. LE MOBILIER DE BUREAU;
- C. L'AMEUBLEMENT;
- D. LA DÉCORATION ET L'EMBELLEMENT;
- E. LE DISTRIBUTEUR D'EAU DE SOURCE;
- F. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE TRANSPORT;
- G. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'HÉBERGEMENT;
- H. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE REPAS;
- I. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'ALCOOL ET DE FÊTES;
- J. L'ENSEMBLE DES DÉPENSES APPLICABLES À LA PARTICIPATION À DES CONGRÈS, DES COLLOQUES ET TOUTE SESSION DE TYPE PERFECTIONNEMENT OU RESSOURCEMENT :
 - a. AU QUÉBEC;
 - b. À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC.

	OPC
PHOTOCOPIE	0,00 \$
MOBILIER DE BUREAU ET AMEUBLEMENT	0,00 \$
DÉCORATION ET EMBELLEMENT	0,00 \$
DISTRIBUTEURS D'EAU DE SOURCE	0,00 \$
FRAIS DE TRANSPORT, D'HÉBERGEMENT ET DE REPAS	14 778,73 \$
FRAIS DE FÊTES (AUCUN FRAIS D'ALCOOL)	0,00 \$
CONGRÈS, COLLOQUES ET PERFECTIONNEMENT AU QUÉBEC	2 650,00 \$
CONGRÈS, COLLOQUES ET PERFECTIONNEMENT À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC	0,00 \$
TOTAL	17 428,73\$

LES COÛTS RELIÉS AUX BUREAUX DE CIRCONSCRIPTION SONT RÉGIS PAR LE RÈGLEMENT SUR LES ALLOCATIONS AUX DÉPUTÉS ET AUX TITULAIRES DE CABINETS ET SUR LES SOMMES VERSÉES À DES FINS DE RECHERCHE ET DE SOUTIEN DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

G.14 DE FAÇON SÉPARÉE ET DISTINCTE, POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT, POUR 2019-2020, VENTILÉ PAR MOIS, DE CHAQUE DÉPENSE RELIÉE À LA TÉLÉPHONIE :

- A. LE NOMBRE DE TÉLÉPHONES CELLULAIRES UTILISÉS, AINSI QUE LA MARQUE ET LE MODÈLE DE CHAQUE APPAREIL;**
- B. LE NOMBRE DE TABLETTES ÉLECTRONIQUES UTILISÉES, AINSI QUE LA MARQUE ET LE MODÈLE DE CHAQUE APPAREIL;**
- C. LES COÛTS D'ACQUISITION DES APPAREILS;**
- D. LE COÛTS D'UTILISATION DES APPAREILS;**
- E. LE COÛT DES CONTRATS TÉLÉPHONIQUES;**
- F. LES NOMS DES FOURNISSEURS;**
- G. LE NOMBRE DE MINUTES UTILISÉES;**
- H. LE COÛT DES FRAIS D'ITINÉRANCE ET LA PROPORTION DE CEUX-CI QUI ONT ÉTÉ ASSUMÉS RESPECTIVEMENT PAR LE CABINET, LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME;**
- I. LE COÛT LIÉ AUX DÉPASSEMENTS DES FORFAITS DE DONNÉES ET LA PROPORTION DE CEUX-CI QUI ONT ÉTÉ ASSUMÉS RESPECTIVEMENT PAR LE CABINET, LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME;**
- J. LES COÛTS DE RÉSILIATION, S'IL Y A LIEU;**
- K. LE NOMBRE D'ORDINATEURS PORTABLES UTILISÉS, AINSI QUE LA MARQUE ET LE MODÈLE DE CHAQUE APPAREIL.**

	OPC
LES COÛTS D'ACQUISITION DES APPAREILS	0,00 \$
LE COÛT D'UTILISATION DES APPAREILS	4,57 \$
LE COÛT DES CONTRATS TÉLÉPHONIQUES	1 036,18 \$
LE COÛT DES FRAIS D'ITINÉRANCE	1,61 \$
LE COÛT LIÉ AUX DÉPASSEMENTS DES FORFAITS DE DONNÉES	1,53 \$
LES COÛTS DE RÉSILIATION	532,00 \$

* LE DPCP REMBOURSE UN MONTANT GLOBAL AU MJQ POUR L'OBTENTION DES SERVICES INFORMATIQUES ET DE COMMUNICATION.

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4, PARAGRAPHE 25).

OPC : [HTTPS://WWW.OPC.GOUV.QC.CA/DIFFUSION-INFORMATION/DEPENSES/TELECOMMUNICATION18-19/](https://www.opc.gouv.qc.ca/diffusion-information/depenses/telecommunication18-19/)

G.15

CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET LE RÉSEAU DE L'ÉDUCATION) POUR L'ANNÉE 2019-2020 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2020-2021 :

- A. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DE 35 ANS ET PLUS;**
 - B. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DE 35 ANS ET MOINS;**
 - C. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL;**
 - D. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI;**
 - E. LE NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILÉES PAR LE PERSONNEL ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC.) :**
 - LE COÛT MOYEN PAR EMPLOYÉ, SELON LA CLASSE DE TRAVAIL;**
 - F. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL;**
 - G. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS, ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI;**
 - H. LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE;**
 - I. LE NOMBRE DE PERSONNES ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, CONTRACTUELS, ETC.) QUI REÇOIVENT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIVENT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION, SOIT LES COMMISSIONS SCOLAIRES, LES CÉGEPS, LES ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES, LES AGENCES RÉGIONALES ET LES ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS;**
 - J. L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, OUVRIERS ET AGENTS DE LA PAIX, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS);**
 - K. L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR;**
 - L. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE;**
 - M. LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS);**
 - N. LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES;**
 - O. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES;**
 - P. LE NOMBRE DE DÉPART VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART;**
 - Q. LE NOMBRE DE POSTES ABOLIS VENTILÉ PAR CORPS D'EMPLOI;**
 - R. L'EFFECTIF AUTORISÉ PAR LE SCT EN VERTU DE LA LOI 15 SUR LE CONTRÔLE DES EFFECTIFS;**
 - S. LE NOMBRE DE POSTES VACANTS ET LE NOMBRE D'ETC NON COMBLÉS, VENTILÉ PAR RÉGION.**
-

A. ET B. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.)

Catégorie d'emploi	Effectif				Femmes		Hommes		Communautés culturelles		Personnes handicapées		Autochtones		Anglophones	
	Régulier	Occa	Total	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Encadrement supérieur et juridique :																
Moins de 35 ans	0	0	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
35 ans et plus	9	0	9	7,1%	4	4,4%	5	14,3%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
Total	9	0	9	7,1%	4	4,4%	5	14,3%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
Personnel professionnel :																
Moins de 35 ans	8	1	9	7,1%	5	5,5%	4	11,4%	1	8,3%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
35 ans et plus	37	0	37	29,4%	24	26,4%	13	37,1%	0	0,0%	1	25,0%	0	0,0%	0	0,0%
Total	45	1	46	36,5%	29	31,9%	17	48,6%	1	8,3%	1	25,0%	0	0,0%	0	0,0%
Personnel de bureau, techniciens et assimilés :																
Moins de 35 ans	16	3	19	15,1%	13	14,3%	6	17,1%	2	16,7%	1	25,0%	0	0,0%	0	0,0%
35 ans et plus	45	7	52	41,3%	45	49,5%	7	20,0%	9	75,0%	2	50,0%	0	0,0%	0	0,0%
Total	61	10	71	56,3%	58	63,7%	13	37,1%	11	91,7%	3	75,0%	0	0,0%	0	0,0%
Personnel ouvrier :																
Moins de 35 ans	0	0	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
35 ans et plus	0	0	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
Total	0	0	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
Total par GROUPE D'ÂGE:																
Moins de 35 ans	24	4	28	22,2%	18	19,8%	10	28,6%	3	25,0%	1	25,0%	0	0,0%	0	0,0%
35 ans et plus	91	7	98	77,8%	73	80,2%	25	71,4%	9	75,0%	3	75,0%	0	0,0%	0	0,0%
Total	115	11	126	100,0%	91	100,0%	35	100,0%	12	100,0%	4	100,0%	0	0,0%	0	0,0%

SOURCE : SAGIR DONNÉES AU 2020-03-31

C. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI	2019-2020
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	37,0
PERSONNEL PROFESSIONNEL	649,0
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	1 389,0
PERSONNEL OUVRIER	0,0
TOTAL	2 075,0

SOURCE : SAGIP DONNÉES AU 2020-03-31

D. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI

LES INFORMATIONS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS CONFIDENTIELS AU SENS DES ARTICLES 53 ET 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS.

E. LE NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC.)

CATÉGORIE D'EMPLOI	PAYÉES	COMPENSÉES	TOTAL	COÛT MOYEN PAR EMPLOYÉ
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	0,0	0,0	0,0	N/D
PERSONNEL PROFESSIONNEL	197,5	204,5	402,1	N/D
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	830,7	292,5	1 123,2	N/D
PERSONNEL OUVRIER	0,0	0,0	0,0	N/D
TOTAL	1 028,2	497,0	1 525,3	N/D

SOURCE : SAGIP DONNÉES AU 2020-03-31

F. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS	TOTAL
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	2,0	6,0	20,0	28,5	73,0	0,0	1,5	4,5	12,5	9,5	2,0	4,0	163,5
PERSONNEL PROFESSIONNEL	34,0	27,0	71,5	145,5	354,5	58,5	37,5	33,0	99,0	38,5	30,5	23,5	953,0
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	36,0	69,5	110,5	262,0	334,0	67,5	64,5	63,0	127,5	79,5	26,0	45,0	1 285,0
PERSONNEL OUVRIER	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0			0,0
TOTAL	72,0	102,5	202	436	761,5	126	103,5	100,5	239	127,5	58,5	72,5	2 401,5

SOURCE : SAGIP DONNÉES AU 2020-03-31

G. LE NOMBRE DE PERSONNE AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI

LES INFORMATIONS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS CONFIDENTIELS AU SENS DES ARTICLES 53 ET 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS.

H. LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

I. LE NOMBRE DE PERSONNE ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DU PERSONNEL QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION

EN CE QUI A TRAIT À L'INFORMATION RECHERCHÉE CONCERNANT LA LISTE DU PERSONNEL, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION ET UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE, NOUS VOUS INFORMONS QUE CES RENSEIGNEMENTS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS CONFIDENTIELS AU SENS DES ARTICLES 54, DU PARAGRAPHE 1^o DE L'ARTICLE 53 AINSI QUE LE PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 59 DE LA LOI. CES RENSEIGNEMENTS NE PEUVENT ÊTRE DIVULGUÉS. PAR AILLEURS, L'AMALGAME DES RENSEIGNEMENTS RECHERCHÉS N'A PAS UN CARACTÈRE PUBLIC CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 57 DE LA LOI SUR L'ACCÈS.

J. L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, OUVRIERS ET AGENTS DE LA PAIX, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS)

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT	0	0	1	0	0	1
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	0	0	3	0	0	3
CAPITALE-NATIONALE	5	26	21	0	0	52
MAURICIE	1	3	5	1	0	10
ESTRIE	0	1	2	0	0	3
MONTRÉAL	3	15	18	0	0	36
OUTAOUAIS	0	0	2	0	0	2
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	0	0	2	0	0	2
CÔTE-NORD	0	0	0	0	0	0
NORD-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	0	0	1	0	0	1
CHAUDIÈRE-APPALACHES	0	0	0	0	0	0
LAVAL	0	0	0	0	0	0
LANAUDIÈRE	0	0	0	0	0	0
LAURENTIDES	0	0	5	0	0	5
MONTÉRÉGIE	0	0	0	0	0	0
CENTRE-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
TOTAL	9	45	60	1	0	115

SOURCE : SUIVI INTERNE AU 2020-03-31

K. L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR

	2019-2020
EXPERT	4
ÉMÉRITE	0

SOURCE : SAGIR DONNÉES AU 2020-03-31

L. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE

	2019-2020
TRAITEMENT SUPÉRIEUR	1

SOURCE : SAGIR DONNÉES AU 2020-03-31

M. LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (LE CENTRE PRINCIPALE DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS)

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT	0	0	2	0	0	2
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	0	0	3	0	0	3
CAPITALE-NATIONALE	5	26	25	1	0	57
MAURICIE	1	3	5	1	0	10
ESTRIE	0	1	2	0	0	3
MONTRÉAL	3	16	19	0	0	38
OUTAOUAIS	0	0	3	0	0	3
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	0	0	2	0	0	2
CÔTE-NORD	0	0	1	0	0	1
NORD-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	0	0	1	0	0	1
CHAUDIÈRE-APPALACHES	0	0	0	0	0	0
LAVAL	0	0	0	0	0	0
LANAUDIÈRE	0	0	0	0	0	0
LAURENTIDES	0	0	6	0	0	6
MONTÉRÉGIE	0	0	0	0	0	0
CENTRE-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
TOTAL	9	46	69	2	0	126

SOURCE : SUIVI INTERNE AU 2020-03-31

N. LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES
 LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

O. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES
 LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

P. LE NOMBRE DE DÉPARTS VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART
 LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

Q. LE NOMBRE DE POSTES ABOLIS VENTILÉ PAR CORPS D'EMPLOI, POUR 2019-2020 ET LES CINQ ANNÉES PRÉCÉDENTES
 CETTE DONNÉE N'EST PAS DISPONIBLE.

R. L'EFFECTIF AUTORISÉ PAR LE SCT EN VERTU DE LA LOI 15 SUR LE CONTRÔLE DES EFFECTIFS, PAR ANNÉE, DEPUIS L'INSTAURATION DE LA LOI
 LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

S. LE NOMBRE DE POSTE VACANTS ET LE NOMBRE D'ETC NON COMBLÉS, VENTILÉ PAR RÉGION

RÉGIONS	NOMBRE DE POSTES VACANTS
BAS-SAINT-LAURENT	1
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	0
CAPITALE-NATIONALE	4
MAURICIE	0
ESTRIE	0
MONTRÉAL	3
OUTAOUAIS	0
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	0
CÔTE-NORD	0
NORD-DU-QUÉBEC	0
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	0
CHAUDIÈRE-APPALACHES	0
LAVAL	0
LANAUDIÈRE	0
LAURENTIDES	0
MONTÉRÉGIE	0
CENTRE-DU-QUÉBEC	0
TOTAL	8

SOURCE : SUIVI INTERNE

G.16 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, PAR DIRECTION, POUR L'ANNÉE 2019-2020 ET LES PRÉVISIONS POUR L'ANNÉE 2020-2021 :

- A. LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE, INCLUANT LE TOTAL ET LA VENTILATION DES INDEMNITÉS VERSÉES OU ESTIMÉES;**
- B. LE NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES;**
- C. LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE PRÉVUS POUR 2019-2020 ET LES INDEMNITÉS DE RETRAITE QUI SERONT VERSÉES;**
- D. LE NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS.**

A ET C LA RÉPONSE À CES QUESTIONS SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

B. LE NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

1 REMPLACEMENT

D. LE NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS

4 RETRAITÉS

G.17 LISTE DES BAUX POUR LES ESPACES OCCUPÉS PAR LES MINISTÈRES ET ORGANISMES EN 2019-2020 EN INDIQUANT POUR CHACUN D'EUX :

- A. L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION;
- B. LA SUPERFICIE TOTALE POUR CHAQUE LOCAL LOUÉ;
- C. LA SUPERFICIE TOTALE RÉELLEMENT OCCUPÉE;
- D. LA SUPERFICIE INOCCUPÉE;
- E. LE COÛT DE LOCATION AU MÈTRE CARRÉ;
- F. LE COÛT TOTAL DE LADITE LOCATION;
- G. LES COÛTS D'AMÉNAGEMENT, DE RÉNOVATIONS RÉALISÉES DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2011, LA NATURE DES TRAVAUX ET LE OU LES BUREAUX VISÉS;
- H. LA DURÉE DU BAIL;
- I. LE PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ;
- J. LES NOMS DES SOUS-LOCATAIRES ET LES REVENUS LIÉS À DES SOUS-LOCATIONS, LE CAS ÉCHÉANT;
- K. S'IL S'AGIT D'UN RENOUVELLEMENT DE BAIL OU D'UN BAIL CONCERNANT UNE NOUVELLE ADRESSE.

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE (M ²)	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2019	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
100, RUE LAVIOLETTE, RC 11, TROIS-RIVIÈRES	39 974,52 \$	255,04		-	SQI
337, RUE MOREAULT, RIMOUSKI	7 566,24 \$	43,96		-	SQI
5199, RUE SHERBROOKE EST, AILE A, BUREAU 3671, MONTRÉAL	343 479,96 \$	1 318,09	38 643,36 \$	2017-07-01 AU 2027-06-30	CAPREIT 2 LIMITED PARTNERSHIP
456, AVENUE ARNAUD, BUREAU 1.05, SEPT-ÎLES	11 400,56 \$	58,47		1992-02-01 AU 2017-12-31	9074-9656 QUÉBEC INC.
170, RUE DE L'HÔTEL-DE-VILLE, BUREAU 8.300, GATINEAU	31 887,48 \$	132,18		-	SQI
400, BOUL. JEAN-LESAGE, BUREAU 450, QUÉBEC	312 278,52 \$	1 448,12	5 412,48 \$	2007-02-01 AU 2022-01-31	ÉDIFICE LES FAÇADES INC.
200, RUE BELVÉDÈRE NORD, BUREAU 3.02, SHERBROOKE	33 638,04 \$	134,17			SQI
3950, BOUL. HARVEY, BUREAU 2.12, SAGUENAY	42 079,20 \$	189,83		-	SQI
96, MONTÉE SANDY BEACH, BUREAU 1.02, GASPÉ	14 934,84 \$	56,56		-	SQI
255, RUE PRINCIPALE, RC 03, ROUYN-NORANDA	10 375,44 \$	51,61		1998-11-01 AU 2023-10-31	9394-4189 QUÉBEC INC.
500, BOUL. DES LAURENTIDES, BUREAU 1648 A, SAINT-JÉRÔME	27 894,96 \$	132,80	10 790,04 \$	1999-03-26 AU 2016-12-15	INVESTISSEMENTS GALERIES DES LAURENTIDES LTÉE

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION, À LA SUPERFICIE TOTALE POUR CHAQUE LOCAL LOUÉ, LE COÛT TOTAL DE LADITE LOCATION ET LE PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ EST DISPONIBLE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE ANNUELLE SUR LE SITE INTERNET DE L'ORGANISME EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4 PARAGRAPHE 27). [HTTPS://WWW.OPC.GOUV.QC.CA/DIFFUSION-INFORMATION/DEPENSES/BAI19-20/](https://www.opc.gouv.qc.ca/diffusion-information/depenses/bail19-20/)

G.18 POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE ET LA HAUTE DIRECTION DES ORGANISMES PUBLICS, FOURNIR LE DÉTAIL ET LA VENTILATION DES COÛTS, POUR 2019-2020, DU DÉMÉNAGEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT, DE LA RÉNOVATION ET AUTRES TRAVAUX EFFECTUÉS DANS LES ESPACES OCCUPÉS, INCLUANT :

- A. LES DATES DES TRAVAUX;**
- B. LES COÛTS;**
- C. LE NOM DE LA OU DES FIRMES AYANT EFFECTUÉ LES TRAVAUX.**

ENDROIT	RAISON	COÛT
400, BOUL. JEAN-LESAGE, BUR. 450, QUÉBEC (QUÉBEC)	RÉAMÉNAGEMENT ET PEINTURE DU BUREAU DE QUÉBEC (LES COÛTS DE 86 014,00 \$ SERONT AJOUTÉS À LA FACTURE MENSUELLE DE LA SQI SUR UNE PÉRIODE DE 60 MOIS À COMPTER DE 2020-2021)	0,00 \$

- G.19 DE FAÇON SÉPARÉE ET DISTINCTE, POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, LES BUREAUX DE CIRCONSCRIPTION DES MINISTRES, FOURNIR LE DÉTAIL ET LA VENTILATION DES COÛTS, POUR 2019-2020, DU DÉMÉNAGEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT, DE LA RÉNOVATION ET AUTRES TRAVAUX EFFECTUÉS DANS LES ESPACES OCCUPÉS, INCLUANT :**
- A. LES DATES DES TRAVAUX;**
 - B. LES COÛTS;**
 - C. LE NOM DE LA OU DES FIRMES AYANT EFFECTUÉ LES TRAVAUX.**
-

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE À LA RÉPONSE DE LA QUESTION G.18.

G.20 LISTE DU PERSONNEL DE CABINET DE CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES DURANT L'ANNÉE 2019-2020, EN INDIQUANT POUR CHAQUE INDIVIDU :

- A. LA DATE DE L'ENTRÉE EN FONCTION ET LA DATE DE DÉPART, LE CAS ÉCHÉANT;**
- B. LE TITRE DE LA FONCTION;**
- C. L'ADRESSE DU PORT D'ATTACHE;**
- D. LE TRAITEMENT ANNUEL OU, SELON LE CAS, LES HONORAIRES VERSÉS;**
- E. LA PRIME DE DÉPART VERSÉE, LE CAS ÉCHÉANT;**
- F. LE MONTANT TOTAL ET LA VENTILATION DES PRIMES OU BONIS REÇUS;**
- G. LA LISTE DU PERSONNEL POLITIQUE, INCLUANT LE PERSONNEL DE SOUTIEN, QUI FAIT PARTIE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE QUELLE MASSE SALARIALE IL RELÈVE;**
- H. LA DESCRIPTION DE TÂCHES;**
- I. LE MONTANT DÉTAILLÉ DES SALAIRES, DES HONORAIRES ET DES CONTRATS DONNÉS PAR LE CABINET POUR 2019-2020;**
- J. LE NOMBRE TOTAL D'EMPLOYÉS AU CABINET;**
- K. LA MASSE SALARIALE TOTALE PAR CABINET POUR 2019-2020;**
- L. LE NOM DES EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI PRÉVU POUR LA FONCTION OCCUPÉE;**
- M. S'IL A OU NON SIGNÉ LES DIRECTIVES DU PREMIER MINISTRE INTITULÉES : DIRECTIVE SUR LA TRANSPARENCE ET L'ÉTHIQUE RELATIVEMENT À L'EXERCICE DES FONCTIONS DU PERSONNEL DES CABINETS DE MINISTRE ET DIRECTIVE CONCERNANT LES RÈGLES APPLICABLES LORS DE LA CESSATION D'EXERCICE DE CERTAINES FONCTIONS POUR L'ÉTAT.**

NON APPLICABLE.

G.21 LISTE DES SOMMES D'ARGENT VERSÉES EN 2019-2020, PAR MOIS, À MÊME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE DU MINISTRE, DU MINISTRE DÉLÉGUÉ, DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, EN INDIQUANT :

- A. LE NOM DE L'ORGANISME CONCERNÉ OU DE LA PERSONNE;**
 - B. LA CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE;**
 - C. LE MONTANT ATTRIBUÉ;**
 - D. LE DÉTAIL DU PROJET VISÉ ET LE BUT POURSUIVI PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.**
-

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4, PARAGRAPHE 26).

OPC : [HTTPS://WWW.OPC.GOUV.QC.CA/DIFFUSION-INFORMATION/DEPENSES/TITULAIRE/](https://www.opc.gouv.qc.ca/diffusion-information/depenses/titulaire/)

G.22 LISTE DU PERSONNEL HORS STRUCTURE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE, MAIS QUI N'OCCUPE AUCUN POSTE DANS CE MINISTÈRE :

- A. LE NOM DE LA PERSONNE;
- B. LE POSTE OCCUPÉ;
- C. LE SALAIRE DE BASE ET LES BONIS, LE CAS ÉCHÉANT;
- D. L'ASSIGNATION INITIALE ET L'ASSIGNATION ACTUELLE;
- E. LA DATE DE L'ASSIGNATION HORS STRUCTURE;
- F. LA DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION, S'IL Y A LIEU;
- G. LES PRÉVISIONS POUR 2020-2021.

AUCUN.

G.23 LISTE DU PERSONNEL EN DISPONIBILITÉ PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), EN INDIQUANT :

- A. LE POSTE INITIAL;**
- B. LE SALAIRE;**
- C. LE POSTE ACTUEL, S'IL Y A LIEU;**
- D. LA DATE DE MISE EN DISPONIBILITÉ;**
- E. LES PRÉVISIONS 2020-2021.**

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.24 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS, ÉTABLISSEMENTS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR 2019-2020, LE NOMBRE D'OCCASIONNELS MIS À PIED DONT LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME A MIS FIN À L'EMPLOI OU DONT LE CONTRAT N'A PAS ÉTÉ RENOUVELÉ, EN PRÉCISANT LA OU LES RAISONS ET EN VENTILANT :

- A. PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, PERSONNEL DE SOUTIEN, FONCTIONNAIRES, ETC.);**
- B. PAR CATÉGORIE D'ÂGE;**
- C. PRÉVISIONS 2020-2021.**

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.25 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, DEPUIS CINQ ANS, FOURNIR LE NOMBRE DE POSTES ABOLIS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, LEUR PORT D'ATTACHE (PAR EXEMPLE DANS UN BUREAU RÉGIONAL) AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2020-2021.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE À LA RÉPONSE DE LA QUESTION G.15 Q.

G.26 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, LISTE DES BUREAUX RÉGIONAUX ET DE L'FFECTIF ÉTANT RATTACHÉ, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, À CHACUN DE CES BUREAUX. PRÉSENTER L'ÉVOLUTION DEPUIS CINQ ANS, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2020-2021, PAR MISSION.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE À LA RÉPONSE DE LA QUESTION G.15 J.

G.27 LISTE DU PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE ET AFFECTÉ À D'AUTRES ORGANISMES PUBLICS, PARAPUBLICS, PARAPUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES, EN INDIQUANT :

- A. LE NOM DE LA PERSONNE;**
 - B. LE POSTE OCCUPÉ ET LE NOM DE L'ORGANISME;**
 - C. LE SALAIRE DE BASE ET LES BONIS, LE CAS ÉCHÉANT;**
 - D. L'ASSIGNATION INITIALE;**
 - E. L'ASSIGNATION ACTUELLE;**
 - F. LA DATE DE L'ASSIGNATION HORS STRUCTURE;**
 - G. LA DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION, S'IL Y A LIEU.**
-

AUCUN

G.28 LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS AUX JOURNAUX, AUX REVUES MENSUELLES, AUX PUBLICATIONS (FORMAT PAPIER OU ÉLECTRONIQUE), AUX SITES SPÉCIALISÉS DE RECHERCHE SUR INTERNET (EUREKA, ETC.) DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES PUBLICS EN 2019-2020, EN PRÉCISANT POUR CHAQUE ABONNEMENT :

- A. LE COÛT DE CHACUN;
- B. LE FOURNISSEUR;
- C. LA NATURE DU SERVICE.

VENTILER LE MONTANT TOTAL PAR CATÉGORIES.

FOURNISSEUR	Coût (\$)	DESCRIPTION
ÉDITIONS JURIDIQUES FD INC., LES	263,00 \$	PUBLICATION - MISE À JOUR (PROC. PÉNALE ANN. JURISPRUDENCE)
ÉDITIONS PROTÉGEZ-VOUS, LES	49,95 \$	REVUE MENSUELLE
ÉDITIONS WILSON & LAFLEUR, LES	1 740,00 \$	PUBLICATION - MISE À JOUR (CODE CIVIL DU QUÉBEC, CODE DE PROCÉDURE CIVILE, CODE CRIMINEL)
ÉDITIONS YVON BLAIS, LES	200,10 \$	PUBLICATION - MISE À JOUR (MANUEL DE PREUVE PÉNALE, ACCÈS À L'INFORMATION)
HOOTSUITE	87,58 \$	SITE SPÉCIALISÉ DE RECHERCHE SUR INTERNET (GESTION ET VEILLE DE RÉSEAUX SOCIAUX)
I.C.I. INFLUENCE COMMUNICATION INC.	6 126,98 \$	PUBLICATION (REVUE DE PRESSE ÉLECTRONIQUE)
I.C.I. INFLUENCE COMMUNICATION INC.	21 504,62 \$	PUBLICATION (MÉDIAS ÉLECTRONIQUES)
LE QUOTIDIEN (JONQUIÈRE)	276,33 \$	JOURNAUX
LEXISNEXIS CANADA INC.	260,75 \$	PUBLICATION - MISE À JOUR (JURISCLASSEUR QUÉBEC)
PUBLICATIONS MASS-MEDIA INC.	2 520,00 \$	PUBLICATION (COURRIER PARLEMENTAIRE)
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE	5 079,00 \$	SITES SPÉCIALISÉS DE RECHERCHE (ACCÈS JURIS.DOC (BANQUE DE JURISPRUDENCE) ET BANQUE DE PLUMITIF)
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE	800,00 \$	PUBLICATION (BULLETINS ÉLECTRONIQUES L'EXPRESS HEBDOMADAIRE)
THOMSON REUTERS CANADA LIMITÉE	1 613,00 \$	PUBLICATION - MISE À JOUR (MANUEL DE PREUVE PÉNALE, RÉPERTOIRE DE JURISPRUDENCE PÉNALE ET LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION)
TRIBUNE, LA	261,04 \$	JOURNAUX
TRIUM MÉDIAS INC.	208,00 \$	JOURNAUX

G.29 LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS AUX JOURNAUX, AUX REVUES MENSUELLES, AUX PUBLICATIONS (FORMAT PAPIER OU ÉLECTRONIQUE), AUX SITES SPÉCIALISÉS DE RECHERCHE SUR INTERNET (EUREKA, ETC.) DU CABINET MINISTÉRIEL EN 2019-2020, EN PRÉCISANT POUR CHAQUE ABONNEMENT :

- A. LE COÛT DE CHACUN;
- B. LE FOURNISSEUR;
- C. LA NATURE DU SERVICE.

VENTILER LE MONTANT TOTAL PAR CATÉGORIES.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE À LA RÉPONSE DE LA QUESTION G.28.

G.30 LES SOMMES DÉBOURSÉES PAR LE CABINET MINISTÉRIEL, LE MINISTÈRE OU LES ORGANISMES PUBLICS POUR L'ACHAT DE BILLETS DE SAISON, DE BILLETS DE SPECTACLES OU D'ÉVÉNEMENTS SPORTIFS ET CULTURELS, LES BILLETS D'ÉVÉNEMENTS ET DE CONFÉRENCES ORGANISÉES PAR LES CHAMBRES DE COMMERCE, POUR LA RÉSERVATION DE LOGES ET LES FRAIS PAYÉS AFIN DE DEVENIR MEMBRE D'UN CLUB PRIVÉ OU AUTRE.

AUCUNE.

G.31 POUR CHAQUE SITE INTERNET DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME PUBLIC (INCLUANT LES ÉVÉNEMENTS PONCTUELS), FOURNIR, ET CE, DEPUIS L'EXISTENCE DU SITE :

- A. LE NOM DU SITE WEB;
- B. LE NOM DE LA FIRME OU DU PROFESSIONNEL, DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE;
- C. LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE;
- D. LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR;
- E. LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE (EN SPÉCIFIANT COMBIEN DE FOIS LE SITE A ÉTÉ REFAIT ET LES RAISONS DU CHANGEMENT);
- F. LA FRÉQUENCE JOURNALIÈRE, HEBDOMADAIRE ET MENSUELLE DES VISITES VENTILÉE PAR SECTION ET/OU PAGE DU SITE (NOMBRE DE « HITS »);
- G. LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR;
- H. LE RESPONSABLE DU CONTENU DU SITE;
- I. LES NOMS DE DOMAINES RÉSERVÉS;
- J. LES COÛTS LIÉS À LA RÉSERVATION DE NOMS DE DOMAINES.

ADRESSE DU SITE INTERNET :WWW.OPC.GOUV.QC.CA	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	LE PLUS RÉCENT SITE WEB A ÉTÉ MIS EN LIGNE EN 2013 PAR L'AGENCE QC MÉDIA
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	280 995 \$ (AUCUN COÛT EN 2019-2020)
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	HÉBERGEMENT PAR LE CSPQ : 3 000 \$ HÉBERGEMENT DU MOTEUR DE RECHERCHE : 360 \$ HÉBERGEMENT DES PRESTATIONS ÉLECTRONIQUES DE SERVICES SÉCURISÉES : 17 743 \$ ENTRETIEN ET MISE À JOUR : 10 411 \$
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	AUCUN EN 2019-2020.
LES COÛTS LIÉS À LA RÉSERVATION DE NOMS DE DOMAINES :	103,50 \$

G.32 NOMINATIONS, POUR 2019-2020, DE MANDATAIRES, D'ÉMISSAIRES, DE NÉGOCIATEURS, DE MÉDIATEURS, DE COMMISSAIRES, D'EXPERTS, D'ENQUÊTEURS ET SANS EN RESTREINDRE LA PORTÉE :

- A. LA LISTE;**
 - B. LE NOM DE LA PERSONNE;**
 - C. LES MANDATS DE CHACUNE DE CES PERSONNES;**
 - D. LE DÉTAIL DES CONTRATS OCTROYÉS POUR CHAQUE MANDAT;**
 - E. LE RÉSULTAT DU TRAVAIL EFFECTUÉ;**
 - F. LES ÉCHÉANCES PRÉVUES;**
 - G. LES SOMMES IMPLIQUÉES.**
-

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE À LA RÉPONSE DE LA QUESTION G.8.

G.33 POUR 2019-2020, LES DÉPENSES EFFECTUÉES PAR MINISTÈRE POUR LES TOURNÉES, LES VISITES OU RENCONTRES MINISTÉRIELLES ET SOUS-MINISTÉRIELLES DANS LES RÉGIONS DU QUÉBEC, EN PRÉCISANT

- A. LES RÉGIONS ET LES VILLES VISITÉES;**
 - B. LES PERSONNES RENCONTRÉES;**
 - C. POUR LES ORGANISMES, LES NOMS ET LES TITRES DES DIRIGEANTS ET DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ET AUTRES PARTICIPANTS;**
 - D. LES RAISONS DU DÉPLACEMENT;**
 - E. L'ITINÉRAIRE ET LES DATES DU DÉPART ET/OU DU RETOUR;**
 - F. LES COÛTS VENTILÉS;**
 - G. LE CAS ÉCHÉANT, TOUT AUTRE COÛT VENTILÉ PAR POSTE : FRAIS D'HÉBERGEMENT, FRAIS DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.**
-

NON APPLICABLE.

G.34 LA LISTE EXHAUSTIVE DE TOUS LES MANDATS ET DOSSIERS ET DE TOUTES LES ACTIVITÉS CONFIEES À CHAQUE ADJOINT PARLEMENTAIRE DES MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES POUR 2019-2020 :

- A. LE DÉTAIL DES MANDATS;**
 - B. LE COÛT (DÉPLACEMENTS, ETC.);**
 - C. LE NOMBRE DE RESSOURCES AFFECTÉES;**
 - D. LE NOMBRE DE RENCONTRES;**
 - E. LE NOMBRE D'ETC AFFECTÉ À CHAQUE MANDAT EN INDIQUANT LEUR FONCTION ET LEUR TITRE;**
 - F. L'OBJET;**
 - G. LES DATES.**
-

NON APPLICABLE.

G.35 LISTE DES ENTITÉS ADMINISTRATIVES CRÉÉES, FUSIONNÉES, SCINDÉES OU ABOLIES SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE EN PRÉCISANT LES COÛTS DE TRANSITION ET LES COÛTS DE FORMATION.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SÉCRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.36 LA LISTE DES ENTENTES ET LEUR NATURE, SIGNÉES EN 2019-2020 ENTRE LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU D'AUTRES PROVINCES CANADIENNES, DONT LA SIGNATURE A ÉTÉ PERMISE À LA SUITE D'UNE AUTORISATION OBTENUE EN VERTU DES ARTICLES 3.11, 3.12 OU 3.12.1 DE LA LOI SUR LE MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF OU D'UNE EXCLUSION OBTENUE EN VERTU DU PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 3.13 DE CETTE MÊME LOI.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU QUÉBEC AUX RELATIONS CANADIENNES, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.37 LE DÉTAIL DES CRÉDITS PÉRIMÉS ET REPORTÉS POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PAR ANNÉE BUDGÉTAIRE, ET CE, POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2019-2020 ET LES PRÉVISIONS POUR 2020-2021.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.38 L'INVENTAIRE COMPLETS DES SERVICES TARIFIÉS QUE LE MINISTÈRE ET LES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX QUI RELÈVENT DU MINISTÈRE OFFRENT AUX CITOYENS ET LES TARIFS QU'ILS EXIGENT. LE COÛT UNITAIRE DE CHACUN DE CEUX-CI. LA LISTE DE TOUS LES REVENUS AUTONOMES (TARIFS, PERMIS, DROITS, REDEVANCES, ETC.) DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX QUI RELÈVENT DU MINISTÈRE POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES ET LES PROJECTIONS POUR L'ANNÉE 2020-2021.

L'INFORMATION CONCERNANT LA POLITIQUE DE FINANCEMENT DES SERVICES PUBLICS SERA PRÉSENTÉE AU **RAPPORT ANNUEL 2019-2020** DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES.

G.39 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, UNE COPIE DU PLAN DE RÉDUCTION DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT POUR 2019-2020 DEMANDÉ PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CONFIRMÉ PAR LE GOUVERNEMENT EN JANVIER 2020 POUR 2020-2021.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.40 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, LES SOMMES REÇUES EN 2019-2020, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2020-2021, EN PROVENANCE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU D'UN AUTRE GOUVERNEMENT. INDIQUER DE FAÇON VENTILÉE POUR CHAQUE PROGRAMME, ENTENTE OU AUTRE, LES SOMMES REÇUES, LA OU LES DATES DE VERSEMENTS ET À QUELLES FINS ELLES ONT ÉTÉ CONSACRÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.

AUCUN.

G.41 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2019-2020, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LE MONTANT TOTAL DES PRIMES AU RENDEMENT ET DES BONIS.

PRIMES AU RENDEMENT DES BONIS	OPC
TOTAL	17 646,39 \$

G.42 POUR CHAQUE CABINET MINISTÉRIEL, FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2019-2020 LE MONTANT TOTAL DES PRIMES AU RENDEMENT ET DES BONIS VERSÉS AU PERSONNEL DE CABINET.

AUCUNE.

G.43 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2019-2020, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LE MONTANT TOTAL DES PRIMES DE DÉPART (ALLOCATIONS DE TRANSITION), INCLUANT LES MONTANTS VERSÉS POUR BRIS DE CONTRAT.

AUCUN.

G.44 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME DONT LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC., FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2019-2020 LE MONTANT TOTAL ET LA VENTILATION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI DES AUGMENTATIONS DE SALAIRE.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.45 POUR 2019-2020, LE NOMBRE DE CADRES, DE DIRIGEANTS DE LA FONCTION PUBLIQUE INCLUANT LES SOUS-MINISTRES, À QUI LES SALAIRES SONT VERSÉS SANS QU'AUUCUNE FONCTION OU TÂCHE NE LEUR SOIT ASSIGNÉE. POUR CHAQUE PERSONNE :

- A.** FOURNIR LA LISTE DES NOMS, DES FONCTIONS PRÉCÉDENTES OCCUPÉES ET LA DATE DE CESSATION DES FONCTIONS;
 - B.** FOURNIR LA LISTE DES SALAIRES VERSÉS ET PRÉCISER LE MONTANT TOTAL DÉPENSÉ PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.
-

NON APPLICABLE.

G.46 POUR 2019-2020, LE NOMBRE DE CADRE, DE DIRIGEANTS DE LA FONCTION PUBLIQUE INCLUANT LES SOUS-MINISTRES, AYANT ÉTÉ DÉPLACÉS DE LEURS FONCTIONS. POUR CHAQUE PERSONNE :

- A. FOURNIR LA LISTE DES NOMS, DES FONCTIONS PRÉCÉDENTES OCCUPÉES ET LA DATE DE CESSATION DES FONCTIONS;**
 - B. FOURNIR LA LISTE DES SALAIRES VERSÉS.**
-

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.47 LA LISTE EXHAUSTIVE DES PROGRAMMES MINISTÉRIELS EXISTANTS À LA FIN DE L'ANNÉE FINANCIÈRE 2020-2021 ET QUI N'ONT PAS ÉTÉ RECONDUITS INTÉGRALEMENT EN 2019-2020. POUR CHACUN DE CES PROGRAMMES EXISTANTS EN 2019-2020, DONNER LE COÛT DE RECONDUCTION INTÉGRAL ET LA DÉPENSE PRÉVUE AUX CRÉDITS 2020-2021, EN INCLUANT LES PROGRAMMES QUI ONT ÉTÉ ABOLIS ET POUR LESQUELS LA DÉPENSE SERA NULLE.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.48 INDiquer LES NOUVELLES INITIATIVES OU TOUTE MAJORATION APPORTÉE À UN PROGRAMME EXISTANT, LES MONTANTS EN CAUSE AINSI QUE LES MESURES PRISES POUR DÉGAGER LES SOMMES NÉCESSAIRES À LEUR FINANCEMENT.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SÉCRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.49 NOMBRE D'EMPLOYÉS OU ETC AFFECTÉS AU PLAN NORD EN 2019-2020 ET PRÉVISIONS POUR 2020-2021.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LA SOCIÉTÉ DU PLAN NORD, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.50 VENTILATION DU BUDGET DU MINISTÈRE CONSACRÉ AU PLAN NORD POUR 2019-2020 ET PRÉVISIONS POUR 2020-2021.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LA SOCIÉTÉ DU PLAN NORD, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.51 NOMBRE D'EMPLOYÉS OU ETC AFFECTÉS À LA STRATÉGIE MARITIME POUR 2019-2020 ET PRÉVISIONS POUR 2020-2021.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DES TRANSPORTS DU QUÉBEC, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.52 VENTILATION DU BUDGET DU MINISTÈRE CONSACRÉ À LA STRATÉGIE MARITIME POUR 2019-2020 ET PRÉVISIONS POUR 2020-2021.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DES TRANSPORTS DU QUÉBEC, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.53 LISTE DES AIDES FINANCIÈRES ACCORDÉES EN VERTU DE PROGRAMMES FINANCÉS PAR LE FONDS VERT.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.54 LISTE DES AIDES FINANCIÈRES ACCORDÉES EN VERTU DE PROGRAMMES FINANCÉS PAR LE FONDS DES RESSOURCES NATURELLES/FONDS ÉNERGIE.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.55 LISTE DES AIDES FINANCIÈRES ACCORDÉES EN VERTU DE PROGRAMMES FINANCÉS PAR LE FONDS DU PLAN NORD.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LA SOCIÉTÉ DU PLAN NORD, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.56 POUR CHACUNE DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, LES SOMMES ALLOUÉES À L'EXTERNE POUR TOUT TYPE DE SERVICE JURIDIQUE ET PRÉCISER LA RAISON POUR LAQUELLE LES SERVICES ONT ÉTÉ TRAITÉS À L'EXTERNE AINSI QUE LES PROFESSIONNELS QUI ONT DONNÉ CES SERVICES.

LA SOMME ALLOUÉE À L'EXTERNE POUR TOUT TYPE DE SERVICES JURIDIQUES S'ÉLÈVE AU TOTAL À 98 866 \$.

G.57 CONCERNANT LES DÉPENSES EN INFORMATIQUE, POUR CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES (INCLUANT LES AGENCES, SOCIÉTÉS, ÉTABLISSEMENTS, INSTITUTIONS OU AUTRES) :

- A. LA DÉPENSE TOTALE (OPÉRATION ET CAPITAL);
 - B. LES GRANDS DOSSIERS EN COURS;
 - C. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS ATTITRÉS AUX DOSSIERS INFORMATIQUES;
 - D. PRÉCISER LE NOMBRE EN ÉQUIVALENT ETC ET COMPARAISON ENTRE LE NOMBRE DE RESSOURCES INTERNES ET EXTERNES DANS LE DOMAINE DES TI;
 - E. LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNE ATTITRÉS AUX DOSSIERS INFORMATIQUES.
-

A. SELON LA PROGRAMMATION DES INVESTISSEMENTS ET DES DÉPENSES 2019-2020, LA DÉPENSE TOTALE (OPÉRATION ET CAPITAL) POUR L'OPC POUR L'ANNÉE 2019-2020 S'ÉLÈVERA À 1 905,6 K\$.

B : LES INFORMATIONS SONT DISPONIBLES AU TABLEAU DE BORD
SITE INTERNET : [HTTPS://WWW.TABLEAUBORDPROJETSRI.GOUV.QC.CA/](https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/)

D : LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

E : LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE À LA RÉPONSE DE LA QUESTION G.11.

G.58 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2019-2020, LE MONTANT TOTAL DE LA MASSE SALARIALE EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.).

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE **SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.59 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2019-2020 LE TAUX D'ABSENTÉISME EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.).

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.60 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, LISTE DE TOUS LES RAPPORTS (D'ÉVALUATION, DE VÉRIFICATION, D'ENQUÊTE OU AUTRES), ÉTUDES, AVIS, ANALYSES, ETC., PRODUITS PAR LE MINISTÈRE OU COMMANDÉS À UN ORGANISME OU UNE FIRME EXTERNE EN 2019-2020 EN INDIQUANT POUR CHACUN :

- A. LE SUJET;
- B. LA OU LES RAISONS POUR LESQUELLES IL A ÉTÉ PRODUIT OU COMMANDÉ;
- C. LES COÛTS RELIÉS À SA RÉALISATION;
- D. LE NOM DE L'ORGANISME OU DE LA FIRME EXTERNE, S'IL Y A LIEU.

PRÉCISER, POUR CHACUN, S'IL DÉCOULE D'UNE DEMANDE DU MINISTRE OU DU CABINET MINISTÉRIEL.

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.

G.61 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, INCLUANT LES CABINETS MINISTÉRIELS ET MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES, LE NOMBRE TOTAL DE PERSONNES AYANT BÉNÉFICIÉ DU PAIEMENT DE COTISATION À UNE ASSOCIATION (ORDRE OU CORPORATION) PROFESSIONNELLE EN VERTU DE LA DIRECTIVE CONCERNANT LE PAIEMENT PAR LE GOUVERNEMENT DE COTISATIONS À DES ASSOCIATIONS (6-79) DU CONSEIL DU TRÉSOR OU DE TOUTE AUTRE DIRECTIVE PERMETTANT UN REMBOURSEMENT DE CES COTISATIONS, VENTILÉ PAR ASSOCIATION, ORDRE OU CORPORATION PROFESSIONNELLE EN INDIQUANT :

- A. LA DÉPENSE TOTALE RELATIVE AU PAIEMENT DES COTISATIONS;
- B. LA LISTE DES ASSOCIATIONS, ORDRES OU CORPORATIONS PROFESSIONNELS AUXQUELS LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC A VERSÉ UN PAIEMENT POUR COTISATION;
- C. LA LISTE DES EMPLOYÉS, CADRES, DIRIGEANTS, MINISTRES ET JUGES AYANT BÉNÉFICIÉ DE CET AVANTAGE.

NOM DE L'ASSOCIATION	NOMBRE DE PERSONNES	NOM DE LA DIRECTIVE	COÛT TOTAL
BARREAU DU QUÉBEC	17	LETRE DU SCT AU PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION DES JURISTES DE L'ÉTAT	26 192,83 \$
REGROUPEMENT DE RÉSEAUX EN SANTÉ DES PERSONNES AU TRAVAIL	1	6-79	559,63 \$

G.62 LA LISTE DE TOUTE RENCONTRE D'ACCUEIL DE DIGNITAIRES ÉTRANGERS EN VISITE AU QUÉBEC, DE RENCONTRES DIPLOMATIQUES OU DE SOMMETS GOUVERNEMENTAUX, DE GRANDES RENCONTRES POLITIQUES ET DE NÉGOCIATIONS IMPORTANTES, DE TOUTE NATURE, AUXQUELLES A PRIS PART LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME. POUR CHAQUE RENCONTRE, INDIQUER LA DATE, LA NATURE, ET LE LIEU DE LA RENCONTRE.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES ET DE LA FRANCOPHONIE, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.63 POUR CHAQUE RENCONTRE D'ACCUEIL DE DIGNITAIRES ÉTRANGERS EN VISITE AU QUÉBEC, POUR CHAQUE RENCONTRE DIPLOMATIQUE ET SOMMET GOUVERNEMENTAL, POUR CHAQUE GRANDE RENCONTRE POLITIQUE ET NÉGOCIATION IMPORTANTE DE TOUTE NATURE AUXQUELS PREND PART LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, INDIQUER :

- A. LA DATE;
- B. LA NATURE;
- C. LES PARTICIPANTS;
- D. SI L'ÉVÉNEMENT A EU LIEU SUR LE TERRITOIRE DE LA CAPITALE-NATIONALE, CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 4 DE LA CHARTE DE LA VILLE DE QUÉBEC, CAPITALE NATIONALE DU QUÉBEC.

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.

G.64 POUR TOUT SONDAGE OU ENQUÊTE D'OPINION RÉALISÉS PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME, INDIQUER :

- A. LA DATE;
- B. LA NATURE;
- C. LES QUESTIONS POSÉES;
- D. LES RÉPONSES;
- E. LA FIRME RETENUE;
- F. LES COÛTS.

AUCUN.

G.65 TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE JEUNESSE DU QUÉBEC EN 2019-2020.

AUCUN.

G.66 AU SUJET DU TRANSFERT D'EMPLOIS GOUVERNEMENTAUX EN RÉGION, FOURNIR TOUT SCÉNARIO ET ÉTUDE RÉALISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME AINSI QUE TOUTE ACTION RÉALISÉE EN 2019-2020.

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.

G.67 TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME AU SUJET DE LA RECONNAISSANCE DES ACQUIS ET DES COMPÉTENCES DES PERSONNES IMMIGRANTES EN 2019-2020.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA FRANCISATION ET DE L'INTÉGRATION, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.68 TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME VISANT LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS EN 2019-2020.

LA LISTE CONTRATS OCTROYÉS PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME VISANT LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS EN 2019-2020, S'IL EN EST, EST PRÉSENTÉE À LA RÉPONSE À LA QUESTION G.8.

EN CE QUI CONCERNE LES ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME VISANT LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS, NOUS VOUS INFORMONS QUE, SUIVANT LE DEUXIÈME ALINÉA DE L'ARTICLE 29 DE LA LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (RLRQ, C. A-2.1), NOUS NOUS DEVONS DE REFUSER DE CONFIRMER L'EXISTENCE OU DE DONNER COMMUNICATION DE RENSEIGNEMENTS DONT LA DIVULGATION AURAIT POUR EFFET DE RÉDUIRE L'EFFICACITÉ D'UN PROGRAMME, D'UN PLAN D'ACTION OU D'UN DISPOSITIF DE SÉCURITÉ DESTINÉ À LA PROTECTION D'UN BIEN OU D'UNE PERSONNE.

G.69 TOUTES SOMMES DÉPENSÉES ET ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE CULTURELLE DU QUÉBEC EN 2019-2020.

AUCUN.

G.70 POUR TOUTES DÉPENSES PUBLICITAIRES RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME, INDIQUER :

- A. LE POURCENTAGE DE CES DÉPENSES RÉALISÉES AU SEIN DE MÉDIAS COMMUNAUTAIRES ET LE MONTANT ;**
- B. LE POURCENTAGE DE CES DÉPENSES RÉALISÉES SUR INTERNET ET LES MÉDIAS SOCIAUX ET LE MONTANT.**

DIFFUSION PAR :	MONTANT	%
MÉDIAS COMMUNAUTAIRES	1 700,00 \$	8,4
INTERNET ET LES MÉDIAS SOCIAUX	48 583,88 \$	91,6

G.71 TOUTE ACTION RÉALISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2019-2020 AU SUJET DES RECOMMANDATIONS DE L'ENQUÊTE NATIONALE SUR LES FEMMES ET LES FILLES AUTOCHTONES DISPARUES ET ASSASSINÉES.

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.

G.72 TOUTE ACTION RÉALISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2019-2020 AU SUJET DES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE SUR LES RELATIONS ENTRE LES AUTOCHTONES ET CERTAINS SERVICES PUBLICS AU QUÉBEC (RAPPORT VIENS).

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.

G.73 TOUTE ACTION RÉALISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2019-2020 AU SUJET DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL POUR LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET CULTUREL DES PREMIÈRES NATIONS ET DES INUITS 2017-2022 « FAIRE PLUS, FAIRE MIEUX ».

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.

G.74 TOUTE ACTION RÉALISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2019-2020 AU SUJET DU PLAN D'ACTION INTERMINISTÉRIEL EN DÉPENDANCE 2018-2028, « PRÉVENIR, RÉDUIRE ET TRAITER ».

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.

G.75 TOUTE ACTION RÉALISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2019-2020 AU SUJET DU PLAN D'ACTION INTERMINISTÉRIEL 2017-2021 DE LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE DE PRÉVENTION EN SANTÉ.

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.

G.76 TOUTE ACTION RÉALISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2019-2020 AU SUJET DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE 2018-2023 : « CONTRE LA VIOLENCE CONJUGALE, AGISSONS ».

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.

G.77 TOUTE ACTION RÉALISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2019-2020 AU SUJET DE LA STRATÉGIE D'ACTION EN MATIÈRE D'IMMIGRATION, DE PARTICIPATION ET D'INCLUSION 2016-2021 : « ENSEMBLE, NOUS SOMMES LE QUÉBEC ».

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.

G.78 TOUTE ACTION RÉALISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2019-2020 AU SUJET DE LA STRATÉGIE NATIONALE SUR LA MAIN-D'ŒUVRE 2018-2023.

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.

**G.79 TOUTE ACTION RÉALISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2019-2020 AU SUJET DU PLAN D'ACTION 2018-2023 :
« UN QUÉBEC POUR TOUS LES ÂGES ».**

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.

G.80 TOUTE ACTION, NOTE OU ANALYSE RÉALISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2019-2020 AU SUJET DE LA CONCILIATION TRAVAIL-FAMILLE.

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.

G.81 TOUTE ACTION, NOTE OU ANALYSE RÉALISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2019-2020 AU SUJET DE L'ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS.

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.

G.82 TOUTE ACTION, NOTE OU ANALYSE RÉALISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2019-2020 AU SUJET DE LA RÉTENTION DES TRAVAILLEURS D'EXPÉRIENCE.

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.

G.83 TOUTE ACTION RÉALISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2019-2020 AU SUJET DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL DE CONTRIBUTION À L'OCCUPATION ET À LA VITALITÉ DES TERRITOIRES 2018-2020.

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.

G.84 LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME EN 2019-2020 ET QUI ONT FAIT L'OBJET DE COÛTS ADDITIONNELS AUTORISÉS PAR LE SOUS-MINISTRE OU LE DIRIGEANT DE L'ORGANISME PUBLIC, COMME IL EST PRÉVU À L'ARTICLE 17 DE LA LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS, EN INDIQUANT :

- A. LE NOMBRE D'AUTORISATIONS;**
- B. LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME FAISANT L'OBJET DE CET OCTROI;**
- C. LE NOM DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT ET FAISANT L'OBJET DE CET OCTROI;**
- D. LE MONTANT ACCORDÉ;**
- E. LES MOTIFS DE LA DEMANDE.**

AUCUN.

G.85 LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN CABINET MINISTÉRIEL EN 2019-2020, EN INDIQUANT, POUR CHAQUE CONTRAT :

- A. LES NOMS DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME;**
 - B. LES NOMS DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT, LEUR MANDAT ET LE RÉSULTAT (RAPPORT OU DOCUMENT FINAL);**
 - C. LE COÛT;**
 - D. L'ÉCHÉANCIER;**
 - E. DANS LE CAS D'UN OCTROI PAR SOUMISSION, LES NOMS DES SOUMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUMISSIONS.**
-

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE À LA RÉPONSE DE LA QUESTION G.8.

G.86 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, CONCERNANT LES DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION EN 2019-2020 :

- A. LES COÛTS RELIÉS AU TRAITEMENT ET RÉPONSES AUX DEMANDES D'ACCÈS;**
 - B. LE MONTANT TOTAL FACTURÉ ET RÉCOLTÉ DÉCOULANT DES DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION;**
 - C. LE NOMBRE TOTAL DE DEMANDES REÇUES;**
 - D. LE NOMBRE DE REFUS (EN PRÉCISANT, PAR CATÉGORIE, LES RAISONS ET/OU ARTICLES DE LA LOI INVOQUÉS POUR LE REFUS);**
 - E. LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES DANS UN DÉLAI DE 20 JOURS;**
 - F. LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES DANS UN DÉLAI DE 30 JOURS;**
 - G. LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES HORS DÉLAI EN INDIQUANT, PAR DEMANDE, LE TEMPS DE RÉPONSE.**
-

L'INFORMATION CONCERNANT LES DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION SERA PRÉSENTÉE AU **RAPPORT ANNUEL 2019-2020** DES MINISTÈRE ET ORGANISMES.

G.87 LA LISTE DES PERSONNES ET LE MANDAT DES COMITÉS FORMÉS PAR LE CONSEIL EXÉCUTIF, LES MINISTÈRES ET ORGANISMES AINSI QUE LES HONORAIRES DONNÉS À CES PERSONNES.

NOM DU COMITÉ	MANDAT DU COMITÉ	LISTE DES PARTICIPANTS	HONORAIRES
COMITÉ CONSULTATIF DES AGENTS DE VOYAGES	CONSEILLER LA MINISTRE RESPONSABLE DE L'APPLICATION DE LA LOI SUR LES AGENTS DE VOYAGES SUR TOUTE MATIÈRE RELATIVE AUX ACTIVITÉS DES AGENTS DE VOYAGES ET LUI DONNER SON AVIS SUR TOUTE QUESTION QUE LA MINISTRE LUI SOUMET RELATIVEMENT AUX ACTIVITÉS DES AGENTS DE VOYAGES.	M. ANDRÉ ALLARD MME SYLVIE DE BELLEFEUILLE M. BERNARD BUSSIERES MME MARIE-CLAUDE CHAMPOUX M. JEAN COLLETTE (DEPART AVRIL 2019) MME LAURENCE MARGET MME MANON MARTEL M. CLAUDE ST-PIERRE	0 \$
CONSEIL CONSULTATIF DES CONSOMMATEURS	PERMETTRE À L'OFFICE DE CONSULTER SES PARTENAIRES SUR DES QUESTIONS LIÉES À L'EXERCICE DES MANDATS DE L'OFFICE ET FAVORISER L'ÉCHANGE ET LA DISCUSSION SUR DES SUJETS LIÉS À LA PROTECTION DES CONSOMMATEURS.	M. ANDRÉ ALLARD MME NATHALIE CHAMPAGNE MME MARIE-CLAUDE CHAMPOUX M. DENIS FALARDEAU M. GARY FROST MME YANNICK LABELLE M. PIERRE-CLAUDE LAFOND MME KARINE ROBILLARD MME SONIA ST-PIERRE MME MARJORIE THEBERGE MME MARIE-ÉDITH TRUDEL M. SAÏD ZOUITEN	POUR LES PARTICIPANTS REPRÉSENTANT UNE ASSOCIATION DE CONSOMMATEURS, UNE ALLOCATION FORFAITAIRE DE 250 \$ EST VERSÉE.
COMITÉ CONSULTATIF SUR LE COMMERCE DE DÉTAIL	PERMETTRE À L'OFFICE DE MIEUX CONNAÎTRE LES PRÉOCCUPATIONS ET LES POSITIONS DES COMMERÇANTS SUR LES SUJETS LIÉS À LA PROTECTION DES CONSOMMATEURS ; FAVORISER L'ÉCHANGE ET LA DISCUSSION ENTRE L'OFFICE, LES ASSOCIATIONS DE CONSOMMATEURS ET LES ASSOCIATIONS DE COMMERÇANTS ; FAVORISER LA COLLABORATION ET LA RECHERCHE DE SOLUTIONS AUX PROBLÉMATIQUES DE CONSOMMATION ET D'APPLICATION DES LOIS SUR LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR.	M. ANDRÉ ALLARD M. JEAN-FRANÇOIS BELLEAU M. FREDERIC BOUDREAU MME MARIE-CLAUDE CHAMPOUX M. GARY FROST M. GOPINATH JEYEBALARATNAM (DEPUIS JUILLET 2019) MME YANNICK LABELLE M. BRUNO LEBLANC (DEPART MAI 2019) MME FRANÇOISE PAQUET MME ÉLISE THERIAULT	POUR LES PARTICIPANTS REPRÉSENTANT UNE ASSOCIATION DE CONSOMMATEURS, UNE ALLOCATION FORFAITAIRE DE 250 \$ EST VERSÉE.

G.88 POUR LA PRÉPARATION DES PROJETS DE LOI, DES POLITIQUES, DES STRATÉGIES OU DES CONSULTATIONS GOUVERNEMENTALES, INDIQUER, POUR CHAQUE TYPE, SI UNE ENTENTE DE CONFIDENTIALITÉ A ÉTÉ REQUISE PAR LE MINISTÈRE OU LE CABINET AUPRÈS DES PARTENAIRES. LE CAS ÉCHÉANT, POUR CHACUN DES TYPES VISÉS, FOURNIR LA LISTE DES PARTENAIRES ENGAGÉS AINSI QUE LADITE ENTENTE.

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.

G.89 POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DE SES ORGANISMES, EN 2019-2020, INDIQUER LE NOMBRE DE DIVULGATIONS D'ACTES RÉPRÉHENSIBLES REÇUES, LE NOMBRE D'ENQUÊTES (DÉBUTÉES, EN COURS OU TERMINÉES), AINSI QUE LE NOMBRE DE DIVULGATIONS FONDÉES, Y COMPRIS CELLES AYANT MENÉ À DES MESURES CORRECTIVES. PRÉCISER, POUR CHAQUE DIVULGATION, LA CATÉGORIE D'ACTES RÉPRÉHENSIBLES VISÉE À L'ARTICLE 4 DE LA LOI FACILITANT LA DIVULGATION D'ACTES RÉPRÉHENSIBLES À L'ÉGARD DES ORGANISMES PUBLICS (2016, CHAPITRE 34).

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE AUX DIVULGATIONS D'ACTES RÉPRÉHENSIBLES SERA PRÉSENTÉE AU RAPPORT ANNUEL 2019-2020 DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES AINSI QU'AU RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITÉS 2019-2020 DU PROTECTEUR DU CITOYEN.

G.90 FOURNIR LE BUDGET CARBONE DU MINISTÈRE ET LE BILAN CARBONE IMPUTABLE AUX ACTIVITÉS ET AUX PROGRAMMES DU MINISTÈRE, SOIT NOTAMMENT POUR 2019-2020 :

- A. LE TOTAL DES ÉMISSIONS DE GES ASSOCIÉES AUX ACTIVITÉS DIRECTES DU MINISTÈRE;**
- B. L'ESTIMATION DES ÉMISSIONS DE GES ATTRIBUABLES AUX PROGRAMMES DU MINISTÈRE, INCLUANT, MAIS NE SE LIMITANT PAS, AUX ÉMISSIONS ATTRIBUABLES AUX SUBVENTIONS ACCORDÉES PAR LE MINISTÈRE EN PROPORTION DU MONTANT DE CES SUBVENTIONS DANS LES PROJETS CONCERNÉS;**
- C. L'ESTIMATION DES RÉDUCTIONS D'ÉMISSIONS DE GES ATTRIBUABLES AUX ACTIVITÉS DIRECTES ET AUX PROGRAMMES DU MINISTÈRE, INCLUANT, MAIS NE SE LIMITANT PAS, AUX RÉDUCTIONS D'ÉMISSIONS DÉCOULANT D'ACTIVITÉS SUBVENTIONNÉES PAR LE MINISTÈRE AINSI QU'AUX PUIITS DE CARBONE ATTRIBUABLES AU MINISTÈRE LE CAS ÉCHÉANT.
 - ï. VENTILER CES RÉDUCTIONS SELON QU'ELLES SOIENT DES RÉDUCTIONS RELATIVES OU DES RÉDUCTIONS ABSOLUES D'ÉMISSIONS DE GES. FOURNIR UNE ESTIMATION DU COÛT MOYEN DE CES RÉDUCTIONS PARTONNE DE CO₂ ÉQUIVALENT.****
- D. LE BILAN CARBONE DU MINISTÈRE, SOIT LE TOTAL DES ÉMISSIONS DE GES ATTRIBUABLES AU MINISTÈRE AUQUEL EST SOUSTRAIT LE TOTAL DES RÉDUCTIONS D'ÉMISSIONS ATTRIBUABLES AU MINISTÈRE;**
- E. LE QUOTA D'ÉMISSIONS DU MINISTÈRE, SOIT LA LIMITE SUPÉRIEURE FINIE DES ÉMISSIONS TOTALES DE GES À TRAVERS LE TEMPS ATTRIBUABLES AU MINISTÈRE QUI PERMETTRAIENT D'ATTEINDRE LES OBJECTIFS DE RÉDUCTION DES GES DU MINISTÈRE ET AINSI LA CIBLE DE RÉDUCTION DES GES DU GOUVERNEMENT;**
- F. LE PLAN D'ACTION DU MINISTÈRE POUR DIMINUER LE BILAN CARBONE DU MINISTÈRE AFIN DE RESPECTER SON BUDGET CARBONE DANS LE CADRE DES OBJECTIFS DE RÉDUCTION DES GES DU GOUVERNEMENT.**

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.

G.91 VEUILLEZ FOURNIR LE NOMBRE D'EFFECTIFS ATTIRÉS À LA GESTION DU FOND VERT AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN 2018-2019 ET 2019-2020. VENTILER PAR POSTE ET FOURNIR LA MASSE SALARIALE TOTALE.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.92 NOMBRE DE POSTES OUVERTS POUR LES ANNÉES FINANCIÈRES 2019-2020 ET 2020-2021; ET NOMBRE DE POSTES COMBLÉS POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI PRÉSENTE AU SEIN DU MINISTÈRE.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE À LA RÉPONSE DE LA QUESTION G.15 M.

G.93 VEUILLEZ INDICER LES MONTANTS QUI ONT ÉTÉ ALLOUÉS À LA RÉMUNÉRATION DES STAGES DEPUIS 2016.

- A. **NOMBRE DE STAGIAIRES REÇUS;**
- B. **HEURES DE STAGES EFFECTUÉS;**
- C. **RÉMUNÉRATION TOTALE DÉBOURSÉE.**

STAGIAIRES	RÉMUNÉRATION
7	33 925 \$

G.94 FOURNIR UNE DESCRIPTION DE LA DOTATION DE VÉHICULES AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, VENTILÉE PAR RÉGION ET INCLUANT :

- A. NOMBRE TOTAL DE VÉHICULES;**
 - B. LE TYPE DE VÉHICULES;**
 - C. LE NOMBRE DE VÉHICULES HYBRIDES;**
 - D. LE NOMBRE DE VÉHICULES HYBRIDES RECHARGEABLES;**
 - E. LE NOMBRE DE VÉHICULES ÉLECTRIQUES.**
-

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.